

FACULTE DE DROIT DE PARIS

DES EFFETS DU SURSIS

AU POINT DE VUE MILITAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 22 Février 1900, à 1 heure

PAR

L. VIGIER

Président : M. SALEILLES, professeur

Suffragants : { *M. WEISS, professeur.*
M. GARÇON, professeur.

PARIS
JOUVE & BOYER

IMPRIMEURS

15, Rue Racine, 15

1900

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux théories émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

FACULTE DE DROIT DE PARIS

DES EFFETS DU SURSIS

AU POINT DE VUE MILITAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 22 Février 1900, à 1 heure

PAR

L. VIGIER

Président : M. SALEILLES, professeur

*Suffragants : { M. WEISS, professeur.
 M. GARÇON, professeur.*



PARIS
JOUVE & BOYER

IMPRIMEURS

15, Rue Racine, 15

1900

Digitized by the Internet Archive
in 2026

DES EFFETS DE SURSIS

A U

POINT DE VUE MILITAIRE

INTRODUCTION

Notre législation pénale militaire était depuis la loi de 1857 complètement tombée dans l'oubli ; mais depuis peu de temps, il semble que le législateur ait pris à tâche de réparer son insouciance passée et peu de jours ne s'écoulent sans que quelque projet de loi ayant trait à la justice militaire ne soit déposé sur le bureau de la Chambre des députés.

Jusqu'à présent, aucun n'est encore sorti du domaine du rêve pour entrer dans celui de la réalité, mais l'opinion si nettement dessinée, paraît devoir arriver avant peu à une solution. Quelle elle sera, nous l'ignorons ; mais étant donné cet état de choses, il ne nous a pas semblé déplacé de traiter un sujet se rattachant à la question de la justice militaire.

Tout le monde est aujourd'hui d'accord pour reconnaître que notre législation pénale militaire est

loin d'être parfaite, à tous les points de vue. Aussi, certains demandent-ils purement et simplement sa suppression.

D'autres songeant qu'il ne suffit pas de détruire, mais qu'il faut reconstruire, envisagent la chose à un point de vue moins radical et demandent l'introduction dans la législation pénale militaire de quelques modifications qui amélioreraient la situation des militaires que leurs fautes ont entraînés devant les conseils de guerre.

La loi du 26 mars 1891 a introduit dans notre législation pénale civile, l'institution de la condamnation conditionnelle que tout le monde connaît du nom de son promoteur M. Bérénger.

Cette modification des règles de la répression dans notre pays, ne s'est pas introduite sans qu'il se soit produit quelques opinions adverses.

Aussi quelques personnes, considérant que les peines prononcées par les conseils de guerre doivent être frappées au coin d'une sévérité plus grande que les condamnations prononcées par les tribunaux civils, et craignant que la discipline n'ait à souffrir de cet adoucissement, ont-elles fait introduire, dans la loi du 26 mars 1891, une disposition qui déclarait nettement que les conseils de guerre n'ont pas le droit de prononcer le sursis. L'article 7 de la dite loi est en effet ainsi conçu : La présente loi n'est applicable aux condamnations prononcées par les tribunaux mili-

taires qu'en ce qui concerne les modifications apportées par l'art. 5 aux articles 57 et 58 du Code pénal.

En fait, comme nous le verrons, les dispositions de cet article, après avoir donné lieu à plusieurs opinions, arrivent en pratique à une incapacité pure et simple pour les militaires de bénéficier du sursis. Les seules dispositions de la loi de 1891 qui leur soient applicables sont celles qui ont trait à l'aggravation des peines.

A l'heure actuelle où le sursis est entré dans nos mœurs, où ses résultats pratiques sont connus, on peut se demander si l'exclusion des militaires du bénéfice de la loi de 1891 se justifie, si les craintes invoquées lors du vote de la loi ont encore une raison d'être, et s'il n'y aurait pas lieu, d'accord en cela avec les projets parlementaires et les vœux émis de tous côtés, de faire bénéficier les militaires des dispositions de la première partie de la loi Bérenger.

D'autre part, la loi du 15 juillet 1889 interdit aux jeunes condamnés correctionnels, quelle que soit du reste la quotité de la peine, l'engagement volontaire ailleurs qu'aux Bataillons d'Infanterie Légère d'Afrique (art. 59) et son art. 5 envoie servir dans les mêmes bataillons les jeunes gens ayant subi, au moment de l'appel sous les drapeaux, une condamnation supérieure à trois mois de prison pour vol, escroquerie, abus de confiance, attentat aux mœurs prévu par l'article 334 C. P. ou deux condamnations

pour les mêmes faits, quelle qu'en soit la durée. Au moment où parurent les dispositions de la loi Béren-ger, l'esprit de cette loi indiquait clairement que les jeunes gens condamnés avec bénéfice du sursis, ne devaient pas être assimilés à leurs camarades condamnés qui n'avaient pas obtenu la même faveur, et tout au contraire être rangés dans la catégorie des jeunes gens sans passé.

Malgré cela, le ministre de la guerre, par une interprétation de l'article 2 de la loi de 1891, que les précédents de cette loi peuvent faire paraître douteuse, décida le contraire. En sorte que les jeunes gens dignes d'intérêt et qu'on avait voulu soustraire au dangereux contact de la prison, furent versés pour accomplir leur service militaire, dans un milieu équivalent comme moralité.

Devant cet état de choses, l'opinion publique se révolta et une multitude de vœux émis de toute part arrivèrent à hâter la solution qui résulte de la loi du 1^{er} mai 1897.

Ce second point ne présente plus guère en somme qu'un intérêt rétrospectif, mais il a suscité en son temps un mouvement d'idées assez considérable et donné naissance à des travaux assez nombreux pour mériter qu'on y revienne. Parmi ces travaux, citons les propositions relatives « à l'engagement des condamnés correctionnels dans des corps spéciaux, destinés à servir hors du territoire continental » que M.

Leveillé a présentées à la Société générale des prisons, avec sa compétence et sa clarté habituelle et le magistral article où M. Saleilles expose la question que nous allons examiner (1).

Nous allons donc examiner, sous le titre : Des effets du sursis au point de vue militaire, les rapports du sursis avec le code de justice militaire actuel et avec la loi sur le recrutement, et accessoirement la question à l'ordre du jour de la réorganisation de la justice militaire, et le reclassement des condamnés correctionnels ayant bénéficié du sursis.

(1) B. S. G. P. Juillet 1896, décembre 1896. — B. S. G. P. Mars 1897.

CHAPITRE PREMIER

Depuis bientôt trente ans, l'armée a pris une extension si considérable que l'on peut dire sans exagération qu'elle se compose des forces vives de la nation, de tous les citoyens du pays. Tous les Français en effet sans aucune distinction doivent à la patrie un temps de service que la loi de 1889 qui nous régit actuellement à cet égard fixe à vingt-cinq années. L'armée est donc composée de citoyens français auxquels le passage sous les drapeaux ne fait pas perdre cette qualité. Aussi partant de ce principe, de nombreux politiciens agitant la question du juge naturel (1) et trouvant la justice militaire trop rigoureuse, le contrat qui lie le soldat trop in-

(1) Il est bon de faire remarquer à cet égard, que les lois de 1790 et 1791 et même le projet de code de justice militaire de 1829, qui distinguaient entre les crimes et délits de droit commun et les crimes et délits militaires pour déterminer la compétence des conseils de guerre, que c'était également la question du juge naturel qui était soulevée. Aux yeux du législateur de cette époque en entrant dans la carrière des

dépendant de sa volonté et le code de justice militaire de 1857 peu en rapport avec notre organisation militaire actuelle, demandent-ils que les soldats soient soumis aux juridictions de droit commun, à leurs juges naturels, aux magistrats civils.

Parmi ces politiciens, les uns demandent purement et simplement, sans aucune distinction pour le temps de paix ou de guerre, l'abrogation de la justice militaire, d'une institution que jusqu'à ce jour, l'opinion générale s'était accordée à considérer comme indispensable au maintien de la discipline et de l'armée elle-même dont la discipline est la principale force (1).

D'autres, moins absolus, demandent cette suppression des juridictions militaires pour le temps de paix seul et consentent à leur maintien pour le temps

armes les militaires ne cessaient pas pour cela de rester citoyens.

C'est aussi en invoquant la question du juge naturel, que le législateur de 1857 a rendu les tribunaux militaires compétents pour tous les crimes et délits commis par des militaires. Voir du reste à ce sujet ce que disent Pradier Fodérée et Amédée Le Faure dans leur commentaire du code de justice militaire, p. 72.

(1) Dans cet ordre d'idées, on peut citer la proposition de loi, ayant pour objet de supprimer le C. j. m. et les conseils de guerre et de soumettre les soldats comme les autres citoyens et avec eux à la même juridiction civile présentée par MM. Vaillant, Allard, J.-L. Breton, Chauvières, Coutant, etc. Annexe au procès-verbal de la séance du 25 octobre 1898.

de guerre, mais avec certaines modifications (1). Si nous laissons de côté, les projets parlementaires ayant trait à la suppression des conseils de guerre, nous trouvons de nombreuses propositions de loi visant la réorganisation du code de justice militaire, ou réclamant l'introduction dans ladite juridiction, d'institutions ayant fait leurs preuves dans la juridiction pénale civile.

Citons en premier lieu, le projet de résolution sur la réorganisation de la justice militaire en temps de paix, présenté par M. Mirman, et où l'honorable député passant en revue les dispositions du Code de justice militaire de 1857 examine les différentes solutions que l'on pourrait apporter à la question. (Annexe au procès-verbal de la séance du 4 novembre 1898).

Citons la proposition de loi de M. Julien Goujon

(1) Citons la proposition de loi présentée par MM. Pastres, Al. Zevaès, Benezech, Antide Boyer, Bernard Cadenat, etc., tendant à la suppression des conseils de guerre en temps de paix et à leur réorganisation en temps de guerre sur la base des conseils de guerre de l'an III, c'est-à-dire tendant à introduire l'élément non gradé dans la composition des conseils de guerre. Annexe au procès-verbal de la séance du 4 novembre 1898. Il faut citer aussi en même temps le rapport contraire à cette proposition de loi, fait par M. de la Battut au nom de la commission de l'armée, et où il constate que si l'opinion n'est pas mûre encore pour une semblable réforme, elle verrait au contraire avec plaisir s'introduire dans la législation pénale militaire, certaines modifications, telle par exemple l'introduction dans le dit C. j. m. des dispositions de la première partie de la loi du 26 mars 1891.

tendant à rendre applicable l'art. 463 de Code pénal (relatif aux circonstances atténuantes) à tous les crimes ou délits réprimés par le Code de justice militaire. (Annexe au procès-verbal de la séance du 8 décembre 1898).

Enfin et surtout nous parlerons de la proposition de loi de M. de Grandmaison et plusieurs de ses collègues, portant modification de la loi du 26 mars 1891 sur l'atténuation et l'aggravation des peines, et le rapport sur ladite proposition fait par M. Raoul Bompard au nom de la commission relative aux tribunaux militaires, chargée d'examiner la proposition de M. de Grandmaison (1).

Si tout le monde, à part quelques exceptions, reconnaît la nécessité de juridictions spéciales à l'armée, à notre époque de militarisme à outrance, tout le monde s'accorde à demander la réforme de notre juridiction pénale militaire.

Sans entrer dans les détails de toutes les réclamations présentées à cet égard, constatons que la

(1) Dépôt et lecture du projet de M. de Grandmaison. Ch. des députés, séance du 7 novembre 1898, annexe 320.

Il faut citer aussi dans le même ordre d'idées la double proposition antérieure de M. Goujon. Ch. des députés, séance du 11 février 1897, annexe 2277, tendant :

1° A conférer au jury en matière criminelle le droit de statuer sur le sursis.

2° A rendre ladite loi applicable devant les conseils de guerre permanents en temps de paix.

tendance actuelle semble favorable au maintien des juridictions militaires, mais elle n'est pas hostile non plus à l'introduction dans la législation pénale militaire de certaines dispositions spéciales jusqu'à présent à la seule législation pénale civile.

L'heure semble proche où l'opinion recevra satisfaction à cet égard et peut être la réforme sera-t-elle plus grande que l'intervention tardive du législateur en cette matière eût pu le laisser supposer.

Avant d'entrer dans les détails nous voulons délimiter nettement le domaine de cette étude. Le but que nous avons en vue, n'est pas de discuter sur l'abolition ou le maintien de la justice militaire. Notre intention est moindre ; nous voulons examiner seulement, s'il ne serait pas juste d'étendre à la juridiction militaire les dispositions de la première partie de la loi du 26 mars 1891 sur l'atténuation et l'aggravation des peines.

Si l'on se demande pourquoi nous mentionnons les différents projets parlementaires ayant traité la justice militaire indépendamment du projet de M. de Grandmaison qui servira de base à cette étude, c'est que, tous ceux qui n'ont pas en vue une suppression pure et simple de la justice militaire, envisagent d'une façon accessoire (et en quelque sorte comme un minimum de leurs revendications) l'extension aux tribunaux militaires de la première partie de la loi du 26 mars 1891. Tous s'y montrent on

ne peut plus favorables et se demandent comment expliquer le long silence du législateur à cet égard, et quels dangers il pouvait craindre de l'application aux militaires des dispositions de cette loi si humaine.

Un fait certain et tout en faveur du maintien de la justice militaire, c'est que cette justice n'est pas d'origine récente. Sans en faire l'historique, on peut dire que l'idée d'une justice spéciale s'est introduite naturellement partout où l'armée a été organisée d'une façon régulière, a formé un groupe homogène.

Et à cet égard, il est bon de faire remarquer que l'idée d'une justice spéciale est absolument normale et propre à toute réunion d'hommes que leur condition sociale spéciale fait vivre d'une façon différente que la majorité des citoyens. Cela s'explique d'ailleurs, si l'on considère qu'il faut pour juger en toute connaissance de cause ces hommes, des hommes vivant de la même vie et en connaissant toutes les exigences et tous les devoirs.

L'histoire nous fournit dans cet ordre d'idées, l'exemple des juridictions ecclésiastiques. Pendant tout l'ancien régime, la situation juridique des clercs a été particulière. Dès que l'église fut arrivée à un certain degré de développement, la prétention qu'elle produisit fut de réserver aux tribunaux ecclésiastiques le jugement de toutes les poursuites civiles et criminelles dirigées contre les membres du clergé, c'est le droit que plus tard les canonistes appellent

privilegium fori. Déjà, sous l'empire romain, les conciles avaient fait défense aux clercs de citer d'autres clercs devant les tribunaux séculiers, soit au civil, soit au criminel, et leur avaient enjoint de saisir de leurs litiges la juridiction ecclésiastique (1).

Ainsi donc l'idée d'une justice spéciale n'est pas propre à la catégorie militaire, elle est naturelle à toute réunion d'hommes vivant d'une façon différente que le reste des citoyens.

Le meilleur argument que l'on puisse produire en faveur de la juridiction militaire, c'est qu'elle n'a pas disparu avec les autres juridictions de l'ancien régime, pendant la période révolutionnaire, c'est qu'elle a survécu, et ce par sa nécessité. Sa légitimité vient de sa nécessité (2).

(1) Voir Esmein. — Histoire du droit français, 2^e édit., p. 164. Voir aussi Pandectes françaises, p. 4.

(2) Victor Nicolas, commentaire complet du code de justice militaire. Préface :

Par la nature même de son existence, le militaire offre un double caractère, il est citoyen et comme tel reste sous l'empire des règles communes qui touchent à la morale universelle et aux devoirs généraux de la société ; puis il est soldat, c'est-à-dire qu'il a une mission particulière, celle de maintenir l'ordre à l'intérieur, l'honneur national et l'intégrité du territoire vis-à-vis de l'étranger ; de là naturellement l'obligation de devoirs spéciaux qui doivent être régis et protégés par des règles exceptionnelles.

Partant de ce principe, il est tout naturel que les justiciables soient jugés par des hommes qui les connaissent et sont intéressés à les défendre ; par ceux qui font du commandement et de l'obéissance la science et l'habitude de leur vie, qui pratiquent le même langage et pratiquent le même devoir.

Si nous remontons à l'antiquité, nous voyons que les Romains, peuple essentiellement militaire, avaient connaissance de cette justice (1).

Mais on peut se demander si chez eux c'était la qualité de militaire ou la nature du délit qui fixait la compétence. Le délit de droit commun commis au camp relevait de la juridiction militaire seule, sans qu'il y ait lieu de distinguer s'il émanait d'un militaire ou d'un civil ; tout le monde est d'accord pour le reconnaître ; c'était une conséquence du principe que tout crime devait être jugé au lieu où il avait été commis ; et d'ailleurs, la discipline elle-même exigeait que les infractions aux lois militaires fussent jugées sur le champ par les tribunaux militaires. Un autre point certain, c'est que les soldats seuls étaient soumis à la juridiction des tribunaux militaires, il fallait avoir cette qualité pour en être justiciable (2).

Nous ne parlons que pour mémoire des différentes juridictions militaires comme les sénéchaux

(1) L. I. Digeste, § 1 De off. præf. præf.

(2) Mais on est loin de s'entendre sur la question de savoir si c'était la qualité de militaire ou la nature du délit qui déterminait la compétence et on peut invoquer à l'appui de l'affirmative ou de la négative des textes tellement précis qu'au premier abord la solution à donner peut paraître embarrassante. Nous nous rangeons cependant à la première opinion et nous pensons que c'était la qualité de militaire qui était attributive de la nature du tribunal (Pradier-Fodérée et Amédée Le Faure. Introduction historique du commentaire du code de justice militaire, note 1).

et le tribunal de la connétablie, qui se sont succédées en France jusqu'à la Révolution, pendant l'ancienne Monarchie ; mais on peut dire que comme toutes les autres juridictions de l'ancien régime, la justice militaire reste soumise à l'arbitraire (1).

La Révolution malgré ses efforts répétés pour réorganiser la justice militaire comme le grand nombre de lois qui voient le jour à cette époque en fait foi, ne parvient pas à y apporter plus de clarté (2).

Jusqu'en 1857 les efforts se multiplient pour arriver à une réorganisation complète des préceptes de justice militaire, à une œuvre définitive, et aboutissent à notre code de justice militaire actuel qui est resté tel qu'il est sorti des mains du législateur de 1857.

(1) Pandectes Françaises, t. 20, p. 689, n° 12. — En France, on voit l'institution de la justice militaire apparaître dès les premiers âges de la Monarchie. Mais sous l'ancien régime, les juridictions dont relevaient les militaires ou qui pouvaient connaître des infractions aux lois militaires étaient nombreuses, procédaient d'institutions se modifiant avec la marche du temps et la transformation des pouvoirs publics.

— Voir également Amédée Le Faure, *Justice militaire*, p. 141. Le coup d'œil rapide que nous venons de jeter sur les essais de la législation antérieure suffit à montrer combien était grande l'incertitude. Pas de règles fixes, pas de principes. Suivant les époques, suivant les besoins, les lois changent et se contredisent. Excessives un jour dans leur sévérité, elles sont le lendemain indulgentes jusqu'à la faiblesse.

(2) Lois du 29 oct. 1790, — 16 et 17 mai 1792. — Lois 12 mai 1793. — Loi 3 pluviôse, an II. — L. 27 sept. 1795. — L. 3 Brumaire an V.

Tandis que notre législation pénale militaire ne faisait aucun progrès, notre législation pénale civile au contraire était l'objet de la sollicitude constante du législateur. Pour s'en rendre compte il suffit d'examiner le code pénal.

Quel que soit l'état dans lequel notre législateur a laissé le code de justice militaire (1), l'idée essentielle qui ressort de sa lecture est une idée de sévérité, une idée de loi exceptionnelle ou tout au moins spéciale. Cette sévérité qui est en harmonie parfaite avec les lois sur le recrutement antérieures à la loi du 15 juillet 1889 comme nous aurons l'occasion de le constater plus loin, et pour le temps de guerre où la nécessité d'assurer le salut de toute une armée en y maintenant un aspect inébranlable de la discipline justifie une répression immédiate et sévère, n'est plus en harmonie avec notre organisation actuelle. Le maintien de la discipline dans l'armée n'est pas incompatible avec certaines dispositions dont la législation pénale civile s'accommode parfaitement ; car si la répression des fautes commises par des militaires doit être prompte et exemplaire, elle ne doit pas frapper non plus aveuglement et de peines identiques ;

(1) Au reste notre code de justice militaire, fait pour mettre un peu d'ordre dans la législation pénale militaire antérieure, est loin d'être parfait. Il laisse le trouble dans l'esprit et aucune ligne précise ne se dégage de cet ensemble d'articles. Amédée Le Faure. Justice militaire.

et le juge militaire, de même que le juge civil devrait avoir la faculté de se mouvoir dans un champ d'appréciations relatives aux circonstances contingentes aux délits.

Recherchons tout d'abord pourquoi les militaires sont soumis à une juridiction spéciale et sévère, si cette exception à la règle générale est légitime. La raison que nous trouvons invoquée par tous les auteurs est la nécessité de maintenir la discipline.

Qu'on nous permette de citer le passage suivant d'un ouvrage déjà cité (1) : « La loi de justice militaire est faite pour des hommes que le danger commun de la patrie a associés, groupés en armes autour du drapeau. Elle n'a pas le loisir comme la justice de droit commun de procéder lentement, il lui faut la célérité, car elle recherche moins la punition même du délit ou du crime examiné théoriquement que l'impression suite naturelle de l'exécution qui empêchera le crime de se reproduire. Dans cette société spéciale tous sont solidaires ; la faute de l'un rejaillit sur tous, le châtimement doit donc être proportionné non pas seulement à la gravité même du délit mais aux conséquences qu'il peut avoir pour l'association.

« La justice militaire est une loi de salut public, elle repose sur la nécessité ».

(1) Amédée Le Faure. Justice militaire.

De même dans un article de M. le général Borelly, intitulé « De la réforme de la justice militaire en temps de paix », nous détachons le passage suivant (1) : « Dans un rapport sur le projet du code militaire soumis en 1829 à la Chambre des pairs, le duc de Broglie s'exprimait ainsi sur la nécessité de cette justice spéciale : « Le but de toute peine c'est l'exemple... dans l'ordre de justice le plus régulier, la nécessité (— pour que l'exemple soit donné, pour que la peine atteigne son but —) de faire subir le châtiment à une époque où la faute soit encore vivante et présente à tous les esprits, impose un terme inévitable aux efforts, aux travaux et à la patience investigatrice des magistrats. Cette nécessité est plus impérieuse à l'égard des délits militaires qu'à l'égard des délits de l'ordre commun. L'existence des tribunaux militaires est donc légitime car elle est nécessaire, où cette nécessité cesse, cesse à l'instant la légitimité (2) ».

La sévérité et la spécialité de la justice militaire

(1) Le Correspondant, n° du 10 mai 1899.

(2) Il est facile, — dit le Sellyer. Traité de l'organisation et de la compétence des tribunaux, t. 2, n° 931, p. 402, — de comprendre pourquoi les militaires sont soumis à une juridiction spéciale. La nécessité de maintenir la discipline militaire d'abord dans l'intérêt de la force publique et de sa conservation, et ensuite de réprimer plus efficacement les abus de cette force même et les excès que ces abus pourraient entraîner ne permettrait pas de laisser les militaires soumis aux lois ordinaires de répression et de procédure criminelle.

se justifient par la nécessité de maintenir par une justice particulièrement rapide et exemplaire la discipline, force principale des armées. Mais si cette sévérité est indispensable pour le temps de guerre, il est contestable qu'elle le soit autant pour le temps de paix, en tous cas elle n'est pas inconciliable avec certaines dispositions propres à l'heure actuelle aux seules juridictions de droit commun.

Si, comme nous l'avons déjà dit, la sévérité particulière de notre code de justice militaire de 1857 est peu en rapport avec notre organisation militaire actuelle et pour le temps de paix, elle se justifie facilement si l'on envisage les lois sur le recrutement de l'armée antérieures à notre loi du 15 juillet 1889.

A partir de l'an VII (1), en effet, le principe du remplacement s'introduit dans nos lois militaires et se maintient jusqu'en 1872. Le principe du recrutement de l'armée n'était plus le même à cette époque que de nos jours. A l'inverse de ce qui se passe aujourd'hui où tout le monde est soldat et où les engagés constituent une minorité, le fonds de l'armée en temps ordinaire était composé d'engagés volontaires. D'après la loi de 1818, l'armée se recrute par des engagements volontaires et en cas d'insuffisance par des appels faits suivant les règles prescrites. Ainsi

(1) L. 28 Nivôse an VII relative aux dispenses du service militaire demandées par les conscrits.

donc à l'inverse de nos idées actuelles le gros de l'armée était constitué de gens de métier. De plus, les jeunes gens définitivement appelés à faire partie du contingent, pouvaient se faire remplacer par tout homme valablement libéré pourvu qu'il n'ait pas plus de trente ans ou trente-cinq ans s'il a déjà été militaire et qu'il ait la taille et les qualités requises pour être soldat (1).

La loi du 21 mars 1832, prenant en cela le contre pied de la loi de 1818 décide que l'armée se recrute par des appels et des engagements volontaires. Le principe du remplacement s'y maintient, mais avec des conditions mieux déterminées que dans sa devancière (2).

Après la loi du 21 mars 1832, la loi du 26 mars 1855 relative à la création d'une dotation de l'armée, au rengagement, au remplacement et aux pensions militaires, introduit un nouveau mode de remplacement. Constatons tout d'abord avec l'exposé des motifs de la loi de 1855 que le nombre des remplaçants avait été en moyenne, pendant les dix dernières années régies par la loi de 1832, de 16.433 et au 1^{er} janvier 1853, il s'élevait au chiffre respectable de 93.482 sur un total de 332.549 sous-officiers ou hommes de troupe.

(1) Art. 1 et 18 de la loi du 10 mars 1818.

(2) Art. 17 à 19 et 24-28 et 29 de la loi du 21 mars 1832.

D'après la loi de 1855, le remplacement est toujours autorisé, mais le remplacé au lieu de fournir un homme à l'état comme sous l'empire des lois antérieures, s'exonère en versant à la caisse de la dotation de l'armée une somme d'argent fixée chaque année par une commission ; moyennant lequel versement l'état se charge de pourvoir à son remplacement. L'idée sur laquelle repose ce genre de remplacement était qu'il fallait s'assurer au moyen du rengagement une armée de vétérans entraînés aux fatigues de la guerre et inaccessibles aux maladies qui déciment les armées trop jeunes. En somme, cette loi crée un monopole du remplacement en faveur de l'état ; le principe subsiste, la forme seule est changée (1).

Ce mode de remplacement fut supprimé par la loi du 1^{er} février 1868 qui revint purement et simplement au remplacement tel qu'il était réglé par la loi de 1832. L'art. 2 de la loi de 1868 porte en effet § 2 :

« Les substitutions d'hommes sur la liste cantonale et le remplacement sont autorisés conformément aux articles 17 à 29 de la loi de 1832 lesquels sont remis en vigueur. » Le reproche fait à la loi précédente était que le mode de remplacement qu'elle instituait n'assurait pas toujours un homme à l'État (2).

(1) Sirey. Lois annotées 1868, p. 262.

(2) Sirey. Lois annotées, 1855, p. 49, notes. Le remplacement était du reste à la portée de tout le monde car pour favo-

Le fait qui frappe à première vue, c'est qu'à l'époque du remplacement les soldats (ou tout au moins une partie des soldats) n'étaient pas comme aujourd'hui des citoyens appelés pour accomplir un temps de service personnel et obligatoire auquel rien ne saurait soustraire. Le service militaire était à cette époque une carrière, un métier ; le remplacement comme nous l'avons vu permettait aux citoyens moyennant une somme relativement minime de s'exonérer de cette charge. L'armée était en partie tout au moins composée à cette époque, de mercenaires, Français cela est certain, mais qui faisaient du service militaire leur métier. Au reste avec le peu d'hommes que comprenait l'armée à ce moment, celle-ci n'était qu'une toute petite fraction de la nation et il n'y a pas lieu de s'étonner qu'elle fut soumise alors à une juridiction sévère pour les deux raisons suivantes : c'est que tout d'abord le service militaire était une carrière librement choisie pour le soldat et qu'ensuite il était bon d'être sérieusement armé contre de semblables soldats dont la qualité était loin d'être parfaite et dont, s'il faut en croire l'exposé des motifs de la loi de 1855, la moralité était déplorable (1).

riser les familles pauvres, il leur était permis de verser par anticipation et par fractions successives, la somme nécessaire à l'exonération d'un des leurs.

(1) La statistique de la justice militaire pour 1851 donne sur 1068 envois aux compagnies de discipline :

Appelés. , 274

La loi du 27 juillet 1872 de même que notre loi actuelle établit le principe du service et personnel obligatoire sans faculté de remplacement (1). Au lieu d'une armée de vétérans, de soldats de carrière ce sont tous les citoyens du pays qui constituent aujourd'hui l'armée, c'est l'ensemble de la nation, c'est tout le pays.

Dans ces conditions il est permis de se demander si soumettre ces citoyens à une loi sévère, à une juridiction spéciale n'est pas aggraver la servitude déjà lourde dont les frappe la loi de 1889. En tous cas ne serait-il pas juste de faire bénéficier ces hommes des lois à l'empire desquelles ils sont soumis, lorsqu'ils ne sont pas en train d'accomplir une période de service militaire dans les conditions réglées par la loi de 1889.

Parmi les lois auxquelles nous faisons allusion, il en est une très humaine et très juste en même temps, qui est la caractéristique des tendances modernes sur la répression ; nous voulons parler de la loi du 26 mars 1891 sur l'atténuation et l'aggravation des peines.

Engagés.	285
Remplaçants	484
Substituants	25

Sirey. Lois annotées 1855, note 1, p. 49.

(1) Loi du 27 juillet 1872, art. 4. — Le remplacement est supprimé.

CHAPITRE II

Inconnue il y a peu de temps encore, l'institution de la condamnation conditionnelle s'est introduite sans difficulté dans notre législation. Son emploi n'a pas donné lieu aux inconvénients que certains membres du parlement semblaient prévoir (1) ; il a permis au contraire de sauver et de réclamer un grand nombre de condamnés primaires dont une condamnation définitive eût brisé la vie (2).

(1) Tout le monde se souvient en quels termes M. de l'Angle-Beaumanoir s'éleva lors de la discussion de la loi de 1891 contre le sursis. « L'austère image de la justice dépossédée de son glaive emblématique apparaîtra sous les traits d'une aimable personne distribuant de loin en loin de légers coups d'éventails sur les doigts des gens trop entreprenants. »

(2) Nègre et Gary. — La loi Bérenger et ses applications, conclusion. « Nous la considérons comme une œuvre profondément utile parmi celles qui honorent le plus la législature actuelle. Les résultats pratiques que l'on est en droit d'espérer d'elle, ne sont appelés à se manifester que dans plusieurs années. Mais ils dépendent, on ne saurait trop le dire, tout d'abord de l'application à la fois large et judicieuse, prudente et ferme qui sera faite par les tribunaux. Ceux-ci ne manqueront pas à leur double mission d'indulgence pour les uns, de rigueur pour les autres.

La loi Bérenger, tout le monde le sait, et comme son titre l'indique, se divise en deux parties bien distinctes. La première partie organise l'institution du sursis, cette mesure de clémence que toute la France connaît sous le nom de son promoteur. Elle permet aux cours et aux tribunaux en cas de condamnation à l'emprisonnement ou à l'amende, si l'inculpé n'a pas déjà subi de condamnation à la prison pour crime ou pour délit de droit commun, de suspendre l'exécution de la peine, et si pendant un délai de cinq années à compter de la condamnation le condamné ne subit aucune condamnation à l'emprisonnement ou à une peine plus grave pour crime ou délit de droit commun, la condamnation primitive est définitivement anéantie, non avenue.

La deuxième partie de la loi du 26 mars 1891 a modifié profondément les règles de la récidive en matière correctionnelle (art. 57-58, Code pénal). Elle établit une aggravation de peine pour la récidive de délit à délit, quand même la condamnation antérieure n'excéderait pas une année d'emprisonnement. En outre dans tous les cas de récidive correctionnelle soit de crime à délit, soit de délit à délit, l'aggravation n'a lieu que si le nouveau délit est commis dans les cinq ans à compter de l'expiration de la première peine ou de sa prescription. De plus s'il s'agit de la récidive de délit à délit l'aggravation n'est encourue que si le second délit est le même

que celui qui fait l'objet d'une condamnation antérieure ou l'un des délits assimilés par la loi. Nous n'insistons pas davantage sur ce point.

Il est bon, avant d'aller plus loin, de rechercher quel est le caractère des tribunaux militaires. Sont-ce des tribunaux exceptionnels destinés essentiellement à appliquer les peines concernant les délits portant une atteinte directe à la discipline, ou au contraire ont-ils le caractère des tribunaux de droit commun vis-à-vis des militaires ?

Les conseils de guerre, d'après le Code de justice militaire de 1857, connaissent : 1^o Des délits militaires — et en cela leur compétence est tout indiquée — et 2^o des délits de droit commun (art. 267, C. j. m.) pour lesquels ils appliquent les peines portées au code pénal ordinaire et s'ils le jugent à propos les circonstances atténuantes (1).

A part les délits exceptionnels énumérés en l'art. 275 C. j. m. et qui du reste offrent un caractère spécial, et le cas de l'art. 76, ils sont en ce qui concerne les militaires, les tribunaux répressifs de droit commun. Etant donné ce caractère des tribunaux militaires, il semble bien qu'il eût fallu leur permettre d'appliquer toutes les lois ordinaires, de les laisser ce qu'ils sont ; des juges de droit commun en

(1) En ce qui concerne les délits militaires, les conseils de guerre ne peuvent faire application des circonstances atténuantes que dans les cas limitativement énumérés par la loi.

matière pénale vis-à-vis des militaires, et ne pas priver toute cette catégorie de citoyens du bénéfice des lois ordinaires. (1)

Nous reviendrons sur ce point en examinant la proposition de M. de Grandmaison et par là même les délits militaires et les délits du droit commun.

D'après l'art. 7 de la loi du 26 Mars 1891 sur l'aggravation et l'atténuation des peines, les tribunaux militaires ne peuvent faire application que de la deuxième partie de la loi, celle qui a modifié les articles 57 et 58 du Code pénal. Le texte est formel.

Ils n'ont pas le droit de prononcer le bénéfice du sursis, que ce soit pour une condamnation ayant trait à un délit militaire, ainsi bien que lorsqu'ils appliquent les pénalités ordinaires en vertu de l'article 267 du Code de justice militaire pour délits de droit commun.

Rappelons du reste dans quelles circonstances l'article 7 de la loi du 26 Mars 1891 a vu le jour. Au Sénat lors de la discussion de la loi, un membre ayant demandé (2), si la mesure proposée par l'article

(1) Pradier-Fodérée et Amédée Le Faure, p. 124. Cr^e du C. j. m. La loi militaire suffit du reste à tous les cas, puisqu'elle renvoie au code pénal ordinaire pour les crimes et délits qu'elle n'a pas prévus et elle ne laisse jamais désarmée la justice du pays, pas plus qu'elle ne prive le soldat d'aucune des garanties auxquelles il a droit. (Exposé des motifs).

(2) Sénat Séance du 3 juin 1890. M. de L'Angle Beaumanoir qui nous le savons était du reste hostile à l'introduction du sursis dans notre législation pénale.

premier serait applicable à la juridiction des conseils de guerre, M. Béranger, rapporteur de la loi, répondit en ces termes :

« La question est délicate à résoudre. Jusqu'à présent ce qui concerne les délits militaires et leur répression a été l'objet de lois spéciales. L'autorité militaire, si elle trouve que la discipline n'aura pas à souffrir de l'application de cette loi pourra faire ses propositions et les remettre au parlement. Actuellement nous n'avons entendu nous préoccuper que des délits d'ordre civil prononcés par les tribunaux ordinaires. Mais si vous voulez mon opinion de jurisconsulte, je vous dirai que, laissant de côté les condamnations encourues pour fautes contraires à la discipline ou spécialement punies par les lois militaires, je pense que le militaire, poursuivi même devant une juridiction militaire pour fait de droit commun pourra participer au bénéfice de la loi. »

Il est certain, comme le constate M. Béranger dans la réponse ci-dessus rapportée, que la justice militaire forme une législation spéciale qui se suffit à elle-même, distincte des lois répressives ordinaires, et à laquelle un texte formel eût été nécessaire pour que les membres des conseils de guerre aient le droit de prononcer le sursis (1).

(1) M. Henry Locard — Commentaire sur la loi du 26 mars 1891, p. 61-62, — s'exprime ainsi : « Si la loi n'avait contenu

Toutefois, des doutes auraient pu s'élever et la réponse de M. Béranger elle-même eût pu laisser croire aux juges militaires, tout au moins en ce qui concerne les délits de droit commun, qu'ils avaient la faculté d'accorder le sursis à l'exécution des peines.

Aussi M. le général Robert, arguant de ce que les conseils de guerre sont obligés de recourir, en vertu de l'art. 267 du Code de justice militaire, aux dispositions du code pénal ordinaire, toutes les fois qu'ils se trouvent en présence d'un cas non prévu par ledit Code de justice militaire, et craignant qu'ils ne soient embarrassés par le silence de la loi du 26 mars 1891, proposa sous forme d'amendement l'art. 7 qui fut accepté.

A l'heure actuelle il ne saurait y avoir de doute en ce qui concerne les condamnations émanées des conseils de guerre, qu'elles aient pour objet des délits militaires ou des délits de droit commun. Il en est de même en ce qui concerne les condamnations prononcées exceptionnellement par eux contre des civils (étranger complice d'un militaire — auditeur

aucune disposition spéciale à leur égard, les tribunaux militaires auraient dû nécessairement, je crois, être compris dans la formule générale de l'article 1^{er} et par suite autorisés à prononcer des condamnations conditionnelles quelle qu'eût été la nature des infractions. Tel paraît être le sens qui se dégage de la réponse un peu contradictoire de M. Béranger à la séance du 3 juin 1890, à M. de l'Angle-Beaumanoir. »

qui trouble l'audience — état de siège) (1). Les cas où des civils sont passibles des conseils de guerre, sont du reste des délits attentatoires à la sûreté de l'armée et à la paix publique. Les mêmes raisons qui ont fait exclure le bénéfice du sursis de la juridiction militaire se retrouvent ici, à savoir, le besoin d'une répression énergique et exemplaire nécessaire au maintien de l'ordre et à la sécurité du pays.

En Algérie les tribunaux militaires sont compétents vis-à-vis des indigènes pour les crimes et délits commis en territoire de commandement. Leur compétence est territoriale. Les conseils de guerre algériens constituent en territoire militaire la juridiction de droit ordinaire, et c'est par une disposition spéciale et exceptionnelle que le décret du 15 mars 1860 a soustrait à sa compétence les Français non militaires ou assimilés, les européens ou israélites. A l'égard des indigènes ces tribunaux sont donc des tribunaux de droit commun et il en résulte une curieuse combinaison des règles de la procédure des conseils de guerre et des principes de droit commun. Ils appliquent à leurs justiciables non militaires les règles de droit commun, notamment l'article 463 du code pénal qui, en principe n'est pas applicable en matière militaire ; ils jugent en matière de chasse,

(1) Art. 62, 63, 64, 77, 2^e, 3^e, 4^e, 165, C. j. m. — Art. 70, C. j. m. et art. 9 de la loi du 9 août 1849 sur l'état de siège.

pêche, de douanes, de contributions indirectes alors que l'art. 273 du C. j. m. décide que ces infractions à ces lois ne sont pas de la compétence des conseils de guerre. Sans les dispositions formelles de l'article 7 de la loi du 26 mars 1891, il est certain que les juges militaires eussent eu dans le cas qui nous occupe le droit de prononcer le sursis (1).

La majorité des auteurs qui se sont occupés de la question, sont d'accord sur ces points (2). Toutefois l'opinion contraire est soutenue par un auteur (3).

« En rédigeant l'art. 7, dit-il, le législateur paraît avoir eu uniquement en vue le cas le plus fréquent, celui où les tribunaux militaires statuent sur une infraction militaire et contre un prévenu soumis à la discipline militaire. Les travaux préparatoires tendent à le démontrer. L'art. 7 a été introduit par voie d'amendement, sa rédaction n'a pas été bien méditée. Cet article 7 a-t-il traduit l'opinion de M. Bérenger ? ou bien est-ce un article d'attente qui réserve l'application du sursis par les tribunaux militaires jusqu'à une nouvelle loi. La première solution est préférable; on ne peut pas en effet s'en tenir au texte,

(1) Larcher et Olier. Les institutions pénitentiaires en Algérie, p. 136.

(2) Nègre et Gary. La loi Bérenger et ses applications.— Locard. Commentaire sur la loi du 26 mars 1891.— Garraud, Traité de droit criminel. — D. P. 95, 1, 129.

(3) Précis de droit criminel. Laborde, p. 345.

sinon il faudrait dire que les tribunaux ordinaires jugeant un militaire pourraient lui accorder le sursis même pour un délit purement militaire. Or si l'on doit substituer le raisonnement au texte c'est l'opinion de M. Béranger qu'il faut adopter puisqu'elle est la plus rationnelle. La discipline ne souffrira pas de l'application du sursis, les faits de droit commun auxquels il est applicable étant des crimes ou des délits pour lesquels le code de justice militaire permet d'appliquer les circonstances atténuantes.

L'exception de l'art. 7 peut donc se formuler en ces termes : « Le sursis n'est pas applicable aux militaires et assimilés condamnés pour crimes et délits militaires. Les conseils de guerre peuvent au contraire accorder le sursis, non seulement aux civils qu'ils jugent par exception (art. 77, 165 C. j. m. 70 C. j. m. et art. 9 Loi du 9 août 1849), mais encore aux militaires et assimilés lorsqu'ils sont poursuivis pour crimes et délits de droit commun. »

Cette opinion n'a pas triomphé (1). En tous cas,

(1) Garraud. — Précis de droit criminel, p. 431, n° 334. Dans les deux cas soit qu'il y ait lieu à l'application des peines spéciales prononcées par les lois militaires, soit qu'à défaut de ces peines spéciales les juges doivent appliquer les peines portées par les lois pénales ordinaires (art. 267, C. j. m.) la condamnation a toujours un caractère militaire et ne peut à ce titre être exécutée à l'égard du condamné militaire que conformément au code de justice militaire. Elle ne saurait donc comporter l'atténuation portée par la loi de 1891.

il n'y a pas d'exemple de sursis prononcé par les tribunaux militaires. Si l'on s'en tient du reste à la lettre de l'art. 7 et aux motifs qui ont amené l'intervention du général Robert à la séance du 3 juin 1890, il ne saurait y avoir d'hésitation. Mais l'art. 7 a bien son utilité, car la réponse même de M. Bérenger a reçu plusieurs interprétations. Une opinion émise, pense que d'après la réponse de M. Bérenger et sans l'art. 7 les tribunaux militaires auraient eu, grâce à la formule générale de l'art 1^{er} de la loi du 26 mars 1891, la faculté de prononcer le sursis (1).

Mais l'opinion générale est que les tribunaux militaires en ce qui concerne le sursis sont frappés d'une incapacité absolue.

Il y a des cas où les tribunaux ordinaires sont compétents vis-à-vis des militaires ; soit en vertu de pouvoirs propres, soit pour des raisons d'utilité pratique.

Tout d'abord les tribunaux ordinaires sont seuls compétents vis-à-vis des militaires en ce qui concerne les délits de droit commun commis par ceux-ci lorsqu'ils sont en congé ou en permission, car la juridiction des conseils de guerre pour ces délits ne s'exerce que sur les militaires portés sur les contrôles tenus jour par jour par les commandants de compa-

(1) Henry Locard, Commentaire de la loi du 26 mars 1891, p. 61-62.

gnies, d'escadrons ou de batteries. Les tribunaux ordinaires connaissent seuls aussi des délits prévus par l'art. 273 C. j. m. (1).

L'opinion générale est que dans les cas prévus par les articles 57 et 273 du Code de justice militaire, les tribunaux ordinaires ont le droit de faire application du sursis (2). Les tribunaux ordinaires sont en outre compétents vis-à-vis des militaires dans le cas prévu par l'art. 76 du Code de justice militaire. Cet article décide que la complicité de civils à l'acte délictueux commis par un militaire entraîne tous les prévenus devant la juridiction civile. Cette décision s'explique par des raisons d'utilité pratique ; lorsque

(1) L'art. 273 vise les infractions aux lois sur la chasse, la pêche, les douanes, les contributions indirectes, les octrois, les forêts, la grande voirie. Sur le point de savoir si la loi de 1891 peut être appliquée aux délits spéciaux, plusieurs opinions se sont fait jour. Laborde, p. 344-345, s'exprime ainsi : « L'art. 1^{er} est général, il permet le sursis sans égard à la nature des infractions et uniquement en considération du genre de peine. Aussi doit-il s'appliquer aux délits spéciaux comme aux délits ordinaires, et note 1 sous la page 34 : « La jurisprudence a fini par accepter cette solution sauf une restriction quant aux amendes fiscales et forestières pour lesquelles elle a repoussé le sursis en leur reconnaissant un caractère prépondérant de réparation civile ». Contrà : Garraud.

(2) La loi Bérenger et ses applications. Nègre et Gary, p. 77. « Il n'est pas douteux que la loi n'exclut pas du bénéfice du sursis, le militaire qui même sans complices civils est traduit devant le tribunal correctionnel soit pour un délit de droit commun commis pendant une période de congé ou une permission, soit pour les infractions aux lois sur la chasse, la pêche, etc. etc. »

plusieurs personnes en effet ont commis un fait délictueux, soit en qualité de coauteur, soit de complice, il faut dans l'intérêt de la manifestation de la vérité et pour éviter des contradictions de jugement qu'il y ait unité de poursuites.

Ce principe étant admis, c'est tout naturellement aux tribunaux civils que revient la connaissance de l'affaire dans laquelle sont impliqués des militaires et des civils, car ce sont les tribunaux de droit commun ; les conseils de guerre formant une juridiction spéciale ne s'appliquant qu'à une catégorie de citoyens. Mais malgré ce changement de juridiction la situation du militaire n'est en rien changée et l'infraction qu'il a commise conserve son caractère propre.

C'est ainsi par exemple que le vol de munitions appartenant à l'Etat ou à des militaires, vol prévu et puni par l'article 428 du Code de justice militaire de la peine des travaux forcés à temps ou de la réclusion, conserve son caractère de crime quoique le complice civil ne soit passible pour ce vol que de peines correctionnelles. De ce que l'infraction conserve son caractère propre, résulte en outre comme conséquence que le militaire est puni des peines que les tribunaux militaires eussent prononcées.

Dans les cas prévus par l'art. 76 Code de justice militaire les tribunaux civils sont bien compétents vis-à-vis des militaires qu'ils jugent, mais *a priori*

cette compétence appartenait aux conseils de guerre qui ne sont dessaisis que pour les raisons que nous avons vues. Vis-à-vis des militaire qu'ils jugent dans ladite hypothèse de l'art. 76 ils font en somme l'office de conseils de guerre.

Dans ces conditions, auront-ils le droit de prononcer le sursis en faveur des militaires que la participation d'un civil à l'acte délictueux a amenés devant eux ? Faut-il distinguer suivant que les tribunaux ordinaires auront à juger des délits purement militaires ou des délits de droit commun, et leur refuser le droit de prononcer le sursis dans le premier cas en le leur accordant dans le second ?

La doctrine est partagée. D'après une première opinion, les tribunaux ordinaires auraient le droit de prononcer le bénéfice du sursis en faveur d'un militaire poursuivi devant eux pour délits de droit commun à raison de sa complicité avec un civil, mais non pour un délit militaire (1).

(1) Nègre et Gary, loc. cit. La loi Bérenger et ses application, p. 77. — La rigueur du principe posé par l'art. 7 comporte cependant certains tempéraments. Le bénéfice du sursis peut intervenir en faveur d'un militaire, lorsque poursuivi pour un fait de droit commun puni par le code pénal et ayant un complice civil, il est jugé par le tribunal ordinaire conformément à l'art. 76 C. j. m. — On peut objecter à cette solution que le même militaire s'il n'avait pas eu de complice aurait été traduit devant un conseil de guerre qui n'aurait pu assurément prononcer le sursis et que, par conséquent, le fait d'avoir eu un complice civil l'a placé dans une situation plus favora-

D'après une seconde opinion, à laquelle la jurisprudence de la cour de cassation a donné raison, les tribunaux ordinaires, dans le cas prévu par l'art. 76 du C. j. m., n'ont pas le droit d'accorder le bénéfice du sursis, que le militaire traduit devant eux le soit pour délit de droit commun ou pour délit militaire. Le raisonnement tenu est le suivant. Il est certain que lorsque la participation d'un civil à l'acte délictueux entraîne un militaire devant la juridiction ordinaire, elle est substituée aux conseils de guerre, elle applique les mêmes pénalités qu'eux ; par conséquent, pas plus que ceux-ci, elle n'aura le droit de prononcer le sursis en faveur d'un militaire. Et, ajoute-t-on, cela s'impose, car l'on arriverait avec la solution adverse à cette conséquence, que si, dans ce cas le militaire pouvait bénéficier du sursis, sa

ble. La réponse est dans le texte de la loi qui doit d'ailleurs être interprété dans le sens le moins rigoureux pour le prévenu. L'art. 7 n'exclut que les « condamnations prononcées par les tribunaux militaires ; or, il est impossible de considérer comme telle une condamnation prononcée par un tribunal correctionnel appliquant le C. P. Le tribunal d'ailleurs, avant de prononcer se sera rendu compte de toutes les circonstances et entre autres du calcul intéressé du prévenu militaire qui aurait imaginé de s'adjoindre un complice civil, dans le but même de se soustraire à la juridiction militaire.

A fortiori, Laborde (Précis de Droit criminel, p. 345), qui reconnaît aux conseils de guerre le droit de prononcer le sursis pour les délits de droit commun, le reconnaît-il aux tribunaux civils jugeant un militaire pour délit de droit commun, lorsque la complicité d'un civil l'a entraîné devant eux.

situation serait améliorée par cette circonstance aggravante qu'il a des complices ou coauteurs civils (1).

Voilà les opinions principales soutenues par la doctrine.

Quant à la jurisprudence, la Cour de cassation a tranché la question dans le sens de la négative. Par un arrêt, en date du 13 avril 1894, elle a décidé :

Que lorsque la complicité d'un civil entraîne un militaire devant la juridiction ordinaire, celle-ci se trouve en réalité substituée aux tribunaux militaires ; par suite, elle ne peut accorder aux militaires le sursis à l'exécution de la peine. La Cour de Cassation refuse, nous le voyons, le bénéfice du sursis aux militaires appelés devant une juridiction de droit

(1) Garraud. Précis de Droit criminel, p. 431, n° 334. — Il peut arriver en effet que des militaires soient traduits devant une juridiction ordinaire. Or, il serait absolument contraire sinon à la lettre du moins à l'esprit de l'art. 7 de distinguer entre des condamnations basées les unes et les autres sur les mêmes dispositions répressives. Lorsque un militaire est prévenu d'un crime ou d'un délit, sa situation ne saurait être différente suivant qu'il est jugé par les tribunaux militaires ou exceptionnellement par les tribunaux ordinaires. Dans les deux cas, soit qu'il y ait lieu à l'application des peines spéciales prononcées par les lois militaires ou exceptionnellement par les lois ordinaires (art. 267 C. j. m.), la condamnation a toujours un caractère militaire et ne peut, à ce titre, être exécutée à l'égard du condamné militaire que conformément aux prescriptions du C. j. m. Elle ne saurait donc comporter l'atténuation organisée par la loi de 1891.

Voir, dans le même sens, D. P. 95-1-129 et la note 1.

commun sans s'arrêter à la distinction des délits purement militaires ou des délits de droit commun.

Cette décision intervint dans les conditions suivantes. La Cour d'Assises de la Haute Savoie avait condamné le soldat Devaux du 30^e régiment d'infanterie à 1 an de prison, mais avec bénéfice du sursis. Le ministre de la justice se pourvut en Cassation dans l'intérêt de la loi en ce qui concerne la disposition qui accordait le sursis au soldat Devaux. Dans sa lettre au procureur général de la Cour de Cassation, on relève les passages suivants :

« Le bénéfice du sursis accordé à un militaire condamné à raison d'une infraction militaire ne me paraît pas juridiquement justifié. L'art. 7 de la loi du 26 mars 1891 dispose, il est vrai, que le sursis n'est pas applicable aux condamnations prononcées par les tribunaux militaires sans s'expliquer sur le cas où des militaires seraient traduits devant les tribunaux ordinaires. Mais ce serait à mon sens donner à l'article 7 une interprétation trop étroite que de tirer du silence de la loi un argument *a contrario* permettant d'étendre le bénéfice du sursis à tout militaire ayant commis une infraction rentrant dans la compétence des tribunaux correctionnels ou des Cours d'Assises.

Il convient de distinguer deux cas :

Lorsqu'un militaire poursuivi pour un fait de droit commun puni par le Code pénal et ayant un

complice civil est jugé par le tribunal ordinaire conformément à l'article 76 C. J. M., l'on peut admettre le bénéfice du sursis, l'art. 7, en effet, n'excluant que les condamnations prononcées par les tribunaux militaires, il ne me paraît pas possible de considérer comme telle une condamnation prononcée par un tribunal correctionnel appliquant le Code pénal. Mais j'estime que la même solution ne doit pas être admise lorsque la juridiction ordinaire est appelée à appliquer le Code de justice militaire, ce qui arrive si le militaire spécialement poursuivi pour un fait prévu par le Code de justice militaire a, comme dans le cas actuel, un complice civil. En effet, l'article 196 C. J. M. dispose que le tribunal compétent applique aux militaires les peines prononcées par les lois militaires et à tous les autres individus les peines prononcées par les lois ordinaires. Il en résulte que le tribunal correctionnel ou la Cour d'Assises statue alors à l'égard des militaires comme un véritable tribunal militaire, ce qui doit nécessairement priver le militaire du bénéfice du sursis » (1).

M. le procureur général près la Cour de Cassation rejeta l'opinion qui consiste à distinguer entre les délits de droit commun et les délits militaires. Détachons-en le passage suivant (2) :

(1) D. P. 95-1, p. 129.

(2) L. N., 1894, 2^e partie, p. 83.

« Si au lieu d'employer la formule de — condamnations prononcées par les tribunaux militaires ou par les conseils de guerre — l'art. 7 avait dit simplement comme l'avait dit le général Robert dans le développement de son amendement : « La présente loi est inapplicable aux militaires », la question actuelle et quelques autres que soulève le texte n'aurait pas pu se poser. Quelle que fut la juridiction appelée à le juger, le militaire n'aurait pas eu à bénéficier de la loi. Mais malgré la formule qui est devenue le texte définitif de la loi, ne sommes-nous pas autorisés à dire que le mot du général Robert révèle la véritable portée de ce texte et que ce que le législateur a voulu c'est qu'en effet, jamais le militaire en activité de service ne put bénéficier de cette loi indulgente qui, comme le disait M. Béranger, n'avait voulu s'occuper que des délits d'ordre civil ? Aussi, Messieurs, quant à nous, nous n'hésiterions pas à penser avec M. le rapporteur, que les militaires ne peuvent pas plus invoquer la loi Béranger lorsqu'ils sont poursuivis devant un tribunal de droit commun, pour un délit de droit commun, punissable d'une peine de droit commun, que lorsqu'ils sont poursuivis devant le même tribunal à cause de la présence d'un complice civil pour un délit militaire exclusivement puni par le Code de justice militaire » (1).

L'arrêt de la Cour de Cassation, nous le savons,

(1) L. N., 1894, 2^e partie, p. 83.

a conclu dans ce sens. Les raisons qu'elle en donne pour le motiver sont :

• « Qu'il serait absolument contraire, sinon à la lettre de l'article 7, du moins à son esprit, de distinguer entre les condamnations basées les unes et les autres sur les dispositions répressives qu'édicte soit directement, soit par référence expresse au Code pénal ordinaire, le Code de justice militaire pour l'armée de terre. Que dans le cas prévu par l'art. 76 de ce dernier Code, les juges de droit commun se trouvent en réalité substitués aux juges militaires, et sont tenus aux termes de l'art. 196 du même Code, d'appliquer aux militaires ou assimilés reconnus coupables, les peines prononcées par les lois militaires ; qu'une telle obligation imposée aux juges de droit commun, indique assez que lorsque un militaire est prévenu d'un crime ou d'un délit, sa situation quant à l'application de la peine ne saurait être différente suivant qu'il est jugé par les tribunaux militaires ou exceptionnellement par les tribunaux ordinaires.

Que dans les deux cas, soit qu'il y ait lieu à l'application des peines spéciales prononcées par les lois militaires, soit que à défaut de ces peines spéciales les juges doivent en vertu de l'art. 267 C. j. m. pour l'armée de terre, appliquer les peines portées par les lois pénales ordinaires, la condamnation a toujours un caractère militaire et ne peut à ce titre être exé-

cutée à l'égard des condamnés militaires que conformément aux prescriptions de l'art. 196 C. j. m. prérappelé et à la diligence de l'autorité militaire, qu'elle ne saurait comporter l'atténuation organisée par l'article 1 à 4 de la loi du 26 mars 1891 ».

La question de l'application du sursis aux militaires s'était déjà présentée mais n'avait été tranchée qu'en ce qui concerne les délits militaires. La Cour d'appel de Besançon, le 10 juin 1891 statuant sur l'appel d'un jugement du tribunal correctionnel de cette ville qui avait prononcé le sursis en faveur d'un caporal condamné pour vol de pains de munition, décida : Que la loi du 26 mars 1891 n'est pas applicable aux condamnations prononcées par les tribunaux militaires. Qu'il importe peu à cet égard que la répression soit confiée aux tribunaux militaires ou exceptionnellement aux tribunaux ordinaires. Spécialement un militaire prévenu d'un délit militaire ne peut, quoique poursuivi devant le tribunal correctionnel, bénéficier de la loi du 26 mars 1891 puisque s'il échappe à la juridiction des conseils de guerre, les lois militaires ne lui en sont pas moins appliquées. En l'espèce ledit tribunal correctionnel avait condamné le militaire en vertu de l'art. 401 du code pénal au lieu de l'art. 248 du code de justice militaire et lui avait accordé le bénéfice du sursis.

La cour remit les choses au point et déclara que le vol de pains de munition était un délit militaire

passible de l'art. 248 C. j. m. et non de l'art. 401 du Code pénal et déclara le sursis inapplicable (1).

Quoique en fait la question portât sur un délit militaire, il est certain que la Cour eût également refusé le sursis si le délit eût été un délit civil prévu par les lois ordinaires. C'est ce que l'on peut comprendre d'après la généralité des termes de l'arrêt.

Les lois nouvelles concluent en commentant cet arrêt que : « Il n'y a pas de discussion possible sur le point de savoir si un militaire jugé par un conseil de guerre peut bénéficier du sursis. Mais en matière pénale lorsqu'un texte peut donner lieu à contro-verses, c'est la solution la plus favorable à l'accusé qui doit lui être appliquée. Pour les crimes et délits prévus par l'art. 463 C. j. m. les circonstances atténuantes sont toujours applicables. Toutes les fois donc que la juridiction pénale ordinaire saisie d'une poursuite contre un militaire statue au sujet des lois pénales ordinaires l'art. 1^{er} de la loi Béranger est applicable (2).

Nous ferons remarquer que jusqu'en 1895 la question n'avait surgi que pour des militaires attirés devant les tribunaux ordinaires par la présence d'un

(1) La Cour d'appel de Bordeaux (D. P. 90-5-340) a décidé que lorsque en vertu de l'art. 76 un militaire est traduit devant un tribunal ordinaire, ce tribunal doit appliquer aux militaires les peines prévues par le C. j. m. en vertu des art. 196-197.

(2) L. nouvelles, 91, 2, 137.

complice civil et prévenu d'un délit militaire (1).

En 1895 la question se présente en ce qui concerne un délit de droit commun ; et la cour de Rouen, chambre correctionnelle, décide que : « Aucune distinction n'étant faite par la loi Béranger à raison du caractère et de la profession militaire des condamnés les tribunaux peuvent accorder le sursis à un militaire amené devant eux par suite de la complicité d'un prévenu civil à l'acte délictueux qui a donné lieu à la poursuite (2).

Parmi les considérants de la Cour :

« Attendu que l'on objecte vainement que la situation du militaire prévenu d'un crime ou d'un délit ne saurait être différente suivant qu'il est jugé par les tribunaux militaires ou exceptionnellement par les tribunaux civils.

.....Attendu que le motif d'ordre public qui a fait attribuer aux juges militaires la connaissance des crimes ou délits commis par le militaire ne saurait davantage être invoqué ; que du moment où dans le cas de complicité avec un civil il doit fléchir devant le principe supérieur qui interdit de détourner le simple citoyen de ses juges naturels il ne saurait empêcher les cours et tribunaux d'atténuer par le bénéfice du sursis, la condamnation qu'ils pronon-

(1). Laborde. Précis de droit criminel note 1, p. 346.

(2). Rouen 26 avril 1895 Chambre correctionnelle. L. Nouvelles 1896 - 2 - p. 21.

cent contre les individus qui leur sont légalement déférés quel que soit leur caractère.

.....Attendu d'ailleurs que ce motif d'ordre public ne peut rigoureusement exister que pour les délits ayant un caractère militaire et non pour les délits de droit commun punis par le code pénal ordinaire », l'arrêt de la cour de Rouen a trait comme nous l'avons dit à un délit de droit commun. Le cas était nouveau et son intérêt vient de ce que la solution indiquée par l'arrêt de la cour de cassation avait déjà été donnée. Cependant malgré cet arrêt qui décide qu'un militaire entraîné exceptionnellement devant les tribunaux civils à raison de la complicité d'un civil, ne peut quel que soit le caractère de l'infraction, bénéficier des dispositions de la 1^{re} partie de la loi du 26 mars 1891, la cour de Rouen n'a pas hésité à adopter la solution contraire.

Les lois nouvelles dont cet arrêt confirme la théorie concluent que : « La cour de cassation a dépassé les limites des réquisitions du Procureur général de la cour (M. Manau) en décidant que toute condamnation prononcée par un tribunal ordinaire contre un militaire a un caractère militaire alors même qu'elle s'applique à un délit de droit commun (1).

Note (1), L. nouvelles 1896-2- p. 21.

CHAPITRE III

Voilà quelle est aujourd'hui l'état de la doctrine et de la jurisprudence : On peut résumer la situation des militaires vis à vis de la loi Bérenger en quelques mots : Ils ne peuvent bénéficier du sursis en aucun cas sauf les exceptions des articles 57 et 273 C. j. m. Si cette exclusion pouvait avoir une raison d'être avant que l'on eût expérimenté les effets de la loi du 26 Mars 1891, elle n'en a plus aucune aujourd'hui. La nécessité de maintenir l'ordre et la discipline parmi cette foule d'hommes composant une armée et vivant dans une promiscuité permanente, oblige, il est vrai à réprimer avec vigueur et rapidité les écarts de conduite et les délits commis par les militaires. Mais rien n'empêche de tenir compte des circonstances dans lesquelles sont commis les différents délits. Pourquoi frapper d'une façon analogue et de peines identiques les délits commis dans des circonstances absolument différentes ? Pourquoi briser ainsi dans la majorité des cas la vie de jeunes gens

dignes d'un meilleur sort, alors qu'un moment d'oubli et quelquefois les vexations des cadres subalternes les ont fait sortir de leur ligne de conduite habituelle ? Cela est si vrai que les membres des conseils de guerre se trouvent placés dans certains cas entre un acquittement pur et simple pourtant exagéré ou une condamnation excessive. On ne voit pas quelles craintes empêchent de confier aux officiers membres des conseils de guerre la faculté de prononcer le sursis à l'exécution des peines.

Intéressés plus que tous autres au maintien de la discipline, on pourrait être certain qu'ils ne feraient pas un usage immodéré de cette mesure de clémence. Aussi voulons-nous croire que l'article 7 de la loi de 1891 n'a pas eu pour but de trancher une question de principe, et que les militaires ont été à jamais exclus du bénéfice de la première partie de la loi du 26 mars 1891 ; mais préférons-nous penser que la question a été réservée (1). Aussi de nombreux politiciens viennent-ils de soumettre à la Chambre des projets de loi tendant à introduire dans la législation pénale militaire le bénéfice du sursis.

(1) Henri Locard. — Commentaire de la loi du 26 mars 1891, p. 61-62. « Aussi la question est-elle en quelque sorte réservée. Je crois qu'elle pourrait être utilement reprise et recevoir une solution qui permettrait d'étendre aux juridictions militaires, sous des conditions peut-être un peu modifiées, le pouvoir de suspendre l'exécution des peines prononcées contre les délinquants primaires ». — En sens contraire, Laborde, Précis de droit criminel, p. 345.

Nous allons examiner tout d'abord le projet de M. de Grandmaison qui est le plus général. Ce projet est ainsi conçu : (1)

L'article 7 de la loi du 26 mars 1891 est supprimé et remplacé par le suivant :

La présente loi est applicable en France et aux colonies aux condamnations prononcées par les tribunaux militaires contre des militaires ou civils.

L'exposé des motifs est le suivant : « Le législateur de 1891 a fait œuvre utile et humanitaire en faisant entrer dans nos lois une disposition par laquelle il peut être sursis à l'exécution de la peine envers les prévenus condamnés à l'emprisonnement ou à l'amende, mais n'ayant pas subi de condamnation antérieure à la prison pour crime ou délit de droit commun. Il n'a cru devoir cependant assurer le bénéfice de cette loi aux justiciables des tribunaux militaires qu'en ce qui concerne les modifications apportées par l'art. 5 de cette même loi aux articles 57 et 58 du code pénal.

Il y a là une lacune regrettable que vous tiendrez à combler. Les membres des conseils de guerre se sont plaints à diverses reprises de se trouver placés dans certains cas entre l'acquittement pur et simple ou l'application stricte du Code pénal militaire parfois

(1) Dépôt et lecture, séance de la Chambre des députés, du 7 nov. 1898, ann., n° 320.

trop rigoureux quand il s'agit d'une première faute. Anciens officiers ayant été à même de constater que s'il est nécessaire pour avoir une armée forte et disciplinée, apte à faire face à toutes les éventualités, de conserver à nos lois militaires le caractère de répression sévère qui les distingue des autres, rien ne s'oppose à ce que dans certains cas, laissés à l'appréciation des juges, il soit sursis à l'application d'une peine sanctionnant une première faute, nous avons l'honneur de vous prier de vouloir bien accepter le texte ci-dessus » (1).

La proposition de loi de M. de Grandmaison, nous le voyons, ne fait aucune distinction entre les délits de droit commun et les délits militaires, entre le temps de paix et le temps de guerre ; elle se contente de réclamer purement et simplement l'extension du sursis aux tribunaux militaires tel qu'il est réglé par la loi du 26 mars 1891. La commission de l'armée chargée d'examiner cette proposition y a fait, tout en s'y montrant favorable, quelques modifications que nous verrons en examinant le rapport de M. Raoul Bompard rapporteur de ladite commission.

Nous avons parlé au début de la compétence des

(1) La proposition de loi ci-dessus mentionnée a été présentée par MM. de Grandmaison, de Salignac-Fénelon, Colle, Leffet, Le Gonidec, de Traissan, Lésies, Napoléon Magne, Xavier Reille, Forest, baron Aimé de la Chevrelière, marquis de Maussabré.

conseils de guerre, et nous avons vu qu'ils connaissent des délits purement militaires pour lesquels leur compétence est tout indiquée et des délits de droit commun. Le caractère essentiel des peines militaires est d'être exemplaire. En lui même, en ce qui concerne l'acte matériel qui le constitue, le délit militaire n'a pas une importance considérable, mais sa gravité vient du déplorable exemple qu'il pourrait donner, des dangers de contagion qu'il pourrait présenter. Et il est inutile de le dire, tout le monde le sait, une armée sans discipline, cesse d'être une armée pour devenir une horde où l'homme livré à ses pires instincts commet tous les excès.

A ce point de vue la faute disciplinaire semble exclure au premier abord toute idée d'atténuation, elle doit être appréciée non au point de vue de sa gravité matérielle mais au point de vue de ses conséquences. Cependant il peut arriver néanmoins que la faute contre la discipline soit commise dans des circonstances telles que l'application pure et simple de la loi, pour l'exemple, deviendrait en quelque sorte arbitraire et expéditive ; c'est pourquoi comme nous le verrons peu après l'idée de sursis n'est pas inconciliable avec celle de répression exemplaire qui se lie à toute faute disciplinaire.

Quant aux délits de droit commun commis par des militaires, on peut se demander s'ils n'offrent pas alors de dangers pour la discipline, et si les con-

seils de guerre n'ont pas dans ces cas le caractère de tribunaux disciplinaires plutôt que celui de tribunaux de droit commun compétents *a priori* toutes les fois qu'il s'agit de délits commis par des militaires, et si l'exemplarité de la peine n'est pas également ici le seul point de vue auquel il faille se placer.

De ce que nous avons vu auparavant, il résulte que les militaires relèvent de la juridiction des conseils de guerre uniquement à raison de leur qualité de militaire. Il est bien certain que les délits de droit commun offrent toujours un caractère d'immoralité indéniable, qu'ils soient commis par des militaires ou par des civils ; mais ils n'offrent en somme qu'un rapport tout à fait indirect avec la discipline, et il ne faut pas s'exagérer leurs conséquences. Qui ne voit la différence qu'il y a au point de vue de la discipline entre par exemple les injures envers un supérieur et le vol, fût-il même avec effraction, commis par un militaire au préjudice d'un simple particulier ? Il est de toute évidence que les militaires étant passibles pour toutes leurs fautes de la justice militaire, il y a des cas qui offrent une gravité toute relative et qui s'accommoderaient parfaitement du sursis, sans le moindre danger pour la discipline ; de plus les tribunaux militaires étant en ce qui concerne les militaires les tribunaux de droit commun, devraient avoir vis-à-vis les derniers les mêmes pouvoirs que les tribunaux de droit commun vis-à-vis de leurs justiciables.

A notre avis, les mêmes raisons militent en faveur de l'extension aux tribunaux militaires du droit de prononcer le sursis, que l'on envisage les délits de droit commun ou les délits purement militaires comme nous allons essayer de le démontrer.

Constatons tout d'abord que la seule raison invoquée pour écarter les militaires du bénéfice de la loi du 26 mars 1891 est la nécessité de maintenir la discipline.

Mais examinons séparément les délits de droit commun et les délits militaires pour examiner quelles sont les raisons que l'on peut invoquer en faveur de l'introduction dans la loi militaire du bénéfice du sursis.

En ce qui concerne les délits de droit commun constatons que les délits, quelques graves et immoraux qu'ils soient, n'ont qu'un rapport tout-à-fait indirect avec la discipline.

Parmi ces délits nous pouvons citer les vols commis chez les particuliers, les escroqueries, abus de confiance, attentats à la pudeur, coups et blessures. Quoique très répréhensibles surtout commis par des militaires qui devraient donner à tous l'exemple de l'honneur, ces actes ont peu de chose à voir avec la discipline, et leurs auteurs tout en ayant une moralité parfaitement douteuse peuvent être des soldats parfaits au point de vue militaire. Plus délicate au premier abord nous apparaît la question de l'ap-

plication du sursis aux militaires pour les condamnations prononcées pour infractions militaires. On peut se demander ici, si la discipline ne souffrirait pas de l'extension de cette mesure de clémence aux condamnés militaires.

Si nous envisageons que les tribunaux civils ne font pas abus de la faculté qui leur est accordée, et que pourtant leurs décisions sont frappées au coin d'une indulgence qui n'est pas comparable à celles des conseils de guerre, que d'autre part le droit de prononcer le sursis n'est pas une obligation, mais une pure faculté, on voudra bien reconnaître qu'il n'y a aucune bonne raison pour que les tribunaux militaires soient portés à faire abus de la loi du 26 mars 1891 première partie. Mais examinons le rapport fait par M. Bompard au nom de la commission de l'armée sur la proposition de M. de Grandmaison (1). Après avoir constaté l'état de la jurisprudence en ce qui concerne les rapports des militaires et de la loi de sursis et envisagé que l'art. 7 de la loi de 1891 les tribunaux militaires n'ont aucunement le droit de prononcer le sursis, le rapporteur de la commission de l'armée examine séparément les délits de droit commun et les délits militaires. En ce qui concerne les délits de droit commun M. Bompard

(1 Annexe au procès-verbal de la séance du 7 février 1899, n° 729.

s'exprime ainsi : « Le législateur de 1857 a étendu la compétence des conseils de guerre envers les militaires, même au cas où l'infraction qu'ils ont commise est un délit de droit commun. Cette disposition n'a pas toujours été inscrite dans nos codes, MM. Pradier-Fodérée et Amédée Le Faure (Commentaire Code de Justice militaire) enseignent que le principe contraire date de la première organisation des troupes permanentes et régulières. Le rapporteur du Code de 1857 le constate.

On le voit consacré en loi dès le règne de Charles VII et c'est à cette loi que les historiens rapportent l'origine de la première police efficace parmi les gens de guerre, car la justice civile se faisait mieux respecter que l'autorité militaire.

Les lois de 1790 et de 1791 et même le projet de Code de justice militaire de 1829 distinguaient entre les différents délits et ne réservaient aux Conseils de guerre que les crimes et délits contre le devoir militaire. Ce n'est donc pas en vertu d'un principe juridique que le Code de 1857 a rendu les conseils de guerre compétents pour les infractions de droit commun mais pour des raisons d'ordre pratique (la célérité) ou d'ordre sentimental (le juge militaire est le juge naturel de l'armée). »

De ce que les tribunaux militaires en ce qui concerne les délits de droit commun, appliquent les peines prévues par les lois ordinaires et jouissent du droit

d'accorder les circonstances atténuantes (1). M. Bompard tire cette conséquence que c'est par une dérogation tout-à-fait extraordinaire et injustifiable que le bénéfice du sursis a été refusé aux condamnés pour infractions de droit commun par les conseils de guerre.

Quant aux délits purement militaires, le rapporteur de la proposition de M. de Grandmaison estime qu'il n'y a aucune raison qui fasse obstacle à ce que l'on permette aux tribunaux militaires d'appliquer les dispositions de la première partie de la loi du 26 mars 1891. « La loi de 1891, dit-il, n'a pas voulu briser définitivement la vie de l'homme qui comparait pour la première fois devant la justice et pour le délit qui peut n'être qu'un accident. Pour la conscience qui a conservé intact le sentiment de l'honneur et le salutaire effroi de la prison, la menace de la peine peut produire des effets aussi sérieux, aussi efficaces que la peine elle-même. Il peut même arriver qu'elle soit plus salutaire que la peine même ; sans parler des effets détestables causés par le contact de la prison, combien de découragements, de

(1) L'art. 267 C. j. m. est ainsi conçu :

Les tribunaux militaires appliquent les peines portées par les lois pénales ordinaires à tous les crimes et délits non prévus par le présent Code, et dans ce cas s'il existe des circonstances atténuantes, il est fait application de l'art. 463 du Code pénal.

révoltes contre la société, ne sont-ils pas nés d'une répression inutile. »

La commission de l'armée dépasse même en ce qui concerne les délits militaires la portée de la proposition de M. de Grandmaison. Si en effet on appliquait strictement les dispositions de la loi Béranger aux délits purement militaires, le sursis ne s'appliquerait pas à un grand nombre de cas. Il ne peut être question, d'après la loi de 1891, nous le savons, de prononcer le sursis, que lorsque la peine encourue est celle de l'emprisonnement ou de l'amende. Mais il est une peine purement militaire, et qui malgré sa rigueur n'a qu'un caractère correctionnel ; nous voulons parler des travaux publics.

Cette peine, nous l'avons déjà dit, purement militaire n'a jamais un caractère afflictif et infamant (1). Le soldat puni de travaux publics ne cesse pas d'être soldat, la preuve en est dans ce fait, que le puni de travaux publics reste soumis aux lois et aux règlements militaires et qu'à l'expiration de sa peine il reprend son service. Du reste pour plus de raisons, le code de justice militaire déclare (article 186, C. j. m.) que la peine des travaux publics est prononcée pour les délits — et qu'elle doit être remplacée par l'emprisonnement quand le condamné n'est pas un militaire (art. 197, C. j. m.).

(1) Pradier-Fodérée et Amédée Le Faure. Commentaire du code de justice militaire.

L'analogie entre cette peine et celle de l'emprisonnement résulte donc de la loi même. Mais, si on s'en tenait à la lettre de la loi de 1891, il est certain qu'on ne pourrait pas faire bénéficier un militaire du sursis à l'exécution de la condamnation pour la peine des travaux publics. Aussi la commission de l'armée assimile-t-elle cette peine à celle de l'emprisonnement, et demande-t-elle que le soldat puni de travaux publics puisse bénéficier de la loi Bérenger.

La commission de l'armée prévoit le cas où le soldat est libéré avant l'expiration du délai de 5 ans fixé par la loi de 1891 pour la réhabilitation, ce qui sera la généralité. Elle décide que la libération du service militaire n'entraîne pas la radiation de la condamnation prononcée pour une infraction militaire par un conseil de guerre au bénéfice du sursis. Si donc le militaire libéré commet dans les délais de la loi de 1891, c'est-à-dire dans le délai de 5 ans, une nouvelle infraction punie d'emprisonnement ou d'une peine plus grave, il devra subir la première peine encourue; seulement comme le condamné n'est plus à ce moment là, ni un militaire, ni un assimilé aux militaires il sera fait application à l'homme qui se sera mis dans ce cas de l'art. 197 du code de justice militaire; par conséquent la peine des travaux publics sera transformée en emprisonnement. Voilà d'ailleurs le projet de M. de Grandmaison tel qu'il est sorti des mains de la commission de l'armée.

Art 1^{er}. En temps de paix, et en cas de condamnation à l'amende, à l'emprisonnement ou aux travaux publics, les tribunaux militaires peuvent appliquer la loi du 26 mars 1891. Si l'inculpé n'a pas subi de condamnation antérieure à la prison ou aux travaux publics soit pour crime ou délit de droit commun, soit pour crime ou délit militaire.

Si pendant le délai de 5 ans à dater du jugement, le condamné n'a encouru aucune poursuite suivie d'une condamnation à l'une des peines énumérées ci-dessus, ou à une peine plus grave, soit pour crime et délit de droit commun, soit pour crime et délit militaire, la condamnation sera considérée comme non avenue. Dans le cas contraire, la première peine sera d'abord exécutée sans qu'elle puisse se confondre avec la seconde.

Art. 2. — Si la deuxième condamnation est encourue après que le condamné a été libéré du service militaire, il sera fait application du code de justice militaire, art. 197 (1).

(1) Art. 197, C. j. m. Dans les mêmes cas (c'est-à-dire art. 76, 77, 78, 79), si les individus non militaires et non assimilés aux militaires sont reconnus coupables d'un crime ou d'un délit non prévu par les lois pénales ordinaires, ils sont condamnés aux peines prononcées par ce présent code contre ce crime ou ce délit. Toutefois les peines militaires sont remplacées à leur égard ainsi qu'il suit : 1^o La dégradation militaire prononcée comme peine principale par la dégradation civique ; 2^o La destitution et les travaux publics par un emprisonnement de 1 à 5 ans.

Art. 3. — Le président du tribunal militaire devra adresser au condamné l'avertissement prévu par l'article 3 de la loi du 26 Mars 1891 et l'avertir en outre que la condamnation doit en cas de nouvelle condamnation dans le délai de cinq ans être exécutée même après la libération du service militaire.

Mais si la commission de l'armée a étendu le projet de M. de Grandmaison en ce qui concerne la peine des travaux publics, elle a restreint comme nous le montre l'article premier, ladite proposition au temps de paix seul, maintenant pour les périodes troublées de la guerre l'exclusion des militaires du bénéfice du sursis.

La décision de la commission de l'armée donne toute satisfaction à l'opinion surtout en ce qui concerne les délits militaires(1). Ces délits, quoique graves

(1) M. Henri Locard. Commentaire de la loi du 26 mars 1891, p. 62, note 1. « M. Béranger était d'avis que le militaire poursuivi pour fait de droit commun devant la juridiction militaire devrait seul participer au bénéfice de la loi. Il est permis de penser que la condamnation conditionnelle pourrait s'appliquer aussi bien aux faits disciplinaires qui, généralement, révèlent une perversité morale moins grande que les autres et sont le résultat d'un entraînement passager. Loin de compromettre le maintien de la discipline, le sursis par la menace de l'exécution de la peine et les salutaires réflexions qu'il inspirerait, agirait peut être plus efficacement qu'une condamnation pure et simple à une peine toujours assez sévère et toujours par la force même des choses peu en rapport avec la matérialité de l'infraction. »

et dangereux pour la discipline, peuvent être accompagnés de circonstances qui rendraient les pénalités édictées contre eux excessives et barbares ; et pourtant aujourd'hui dans ces cas, les juges militaires n'ont d'autre alternative que l'acquittement pur et simple ou l'application stricte de la peine édictée par le code de justice militaire.

Dans quel cruel embarras ne place-t-on pas ainsi les juges militaires dont la conscience est souvent bien tourmentée, car tout en étant les représentants de la loi, ils n'en sont pas moins des hommes et hésitent à briser l'existence de malheureux dignes de pitié, car ils savent mieux que tous autres dans quel terrible engrenage va se trouver pris le condamné militaire.

La proposition de M. de Grandmaison n'est pas la seule ayant trait à la question que nous venons d'examiner. M. Goujon, député de la Seine-Inférieure, a déposé à la Chambre des députés en 1897 une double proposition de loi (1) tendant : 1° à conférer au jury en matière criminelle le droit de statuer sur le sursis ; 2° à rendre ladite loi applicable devant les conseils de guerre permanents en temps de paix.

De même que la commission de l'armée. M. Gou-

(1) Voir à cet égard le projet de résolution sur la réorganisation de la justice militaire en temps de paix de M. Mirman. Annexe au procès-verbal de la séance du 4 novembre 1898, p. 19.

jon n'envisage que le seul temps de paix, mais moins libéral qu'elle, il se contente de demander l'extension pure et simple de la loi de sursis aux tribunaux militaires, telle qu'elle existe à l'heure actuelle. Du reste voilà le texte même de sa proposition : « L'art. 7 de la loi du 26 mars 1891 est modifié ainsi qu'il suit : Art. 7. La présente loi est applicable aux condamnations prononcées par les tribunaux militaires en temps de paix. La décision sera prise à la majorité absolue des voix et rendue en ces termes : à la majorité il y a lieu à sursis (1) ».

Nous avons relevé tantôt dans l'exposé des motifs de la proposition de M. de Grandmaison que les conseils de guerre se sont plaints à diverses reprises de se trouver placés entre l'acquittement pur et simple ou l'application stricte du Code de justice militaire parfois trop rigoureux surtout lorsqu'il s'agit d'une première peine.

Pour ne citer qu'un exemple que tous les journaux ont relaté il y a peu de temps et encore présent à toutes les mémoires, rappelons le cas de ce cavalier du 13^e cuirassiers. Cet homme, qui avait déserté, s'était réfugié en Angleterre, où il vivait d'une position honorable et même lucrative. Lors des bruits de guerre avec l'Angleterre, et croyant cette calamité

(1) Ch. des députés, séance du 11 février 1897. Annexe 2277.

imminente, il rentra en France où était sa place de citoyen et vint offrir son bras à la patrie.

Liés par les dispositions du code de justice militaire, les membres du conseil de guerre du Mans ne purent malgré toute la faveur que méritait le cas, que le condamner à deux ans de travaux publics et signer immédiatement un recours en grâce pour le sauver (1).

Il est inutile de faire remarquer quel inappréciable avantage eût offert l'institution du sursis pour le cas présent.

Cette nécessité de l'introduction des dispositions de la première partie de la loi du 26 Mars 1891 est apparue du reste tellement évidente que deux officiers généraux pourvus de hauts commandements, ont mis spontanément en pratique l'idée du sursis pour une première faute.

Le premier de ces officiers, M. le vice-amiral Humann, commandant en chef l'escadre de la Méditerranée, adressa, le 31 août 1898, aux commandants de tous les navires placés sous ses ordres la circulaire suivante :

« Le commandant en chef estime qu'il est sans inconvénients pour le principe de la discipline militaire d'essayer à bord des bâtiments de l'escadre

(1) Annexe à la séance du 7 février 1899. Rapport de M. Bompard au nom de la commission de l'armée sur le projet de M. de Grandmaison.

l'application de la loi Bérenger dont les pouvoirs publics ont depuis plusieurs années introduit l'usage dans la justice civile, et voici comment le commandant en chef comprendrait qu'il y ait lieu d'agir.

Une première faute de service courant commise par un homme soit nouveau au service, soit récemment embarqué, soit enfin recommandable par ses bons antécédents, bénéficierait de la suspension de la peine disciplinaire. Suivant la gravité du cas, la punition de l'homme serait affichée sur un tableau placé dans une position assez apparente au poste de l'équipage pour que le délinquant reçoive pendant une semaine l'avertissement permanent de la punition qu'il a encourue et qui n'est que différée. En cas de récidive à brève échéance, le cumul de la punition serait applicable.

Le commandant en chef sait que des dispositions analogues existent déjà à bord de plusieurs bâtiments et qu'on n'a eu qu'à s'en louer. Il ne veut pas cependant les rendre impérativement obligatoires et laisse chaque commandant libre juge de la manière d'en régler le fonctionnement ainsi que du degré de gravité que justifierait pour une première faute même une répression immédiate ».

La circulaire de M. le vice-amiral Humann vise le cas de fautes disciplinaires offrant peu de gravité et qui cependant sont le prélude d'autres punitions, car étant portées sur le livret matricule, ces puni-

tions disposent assez mal en faveur du coupable. Son but est d'éviter en quelque sorte la constitution d'un casier et de mettre le coupable en garde contre une rechute par la menace suspendue de la punition encourue.

Le second de ces officiers est M. le général Zédé, gouverneur militaire de Lyon, qui donne un refus d'informer et prescrit une simple punition disciplinaire quand un soldat est poursuivi pour une première faute en Conseil de guerre et qu'il a de bons antécédents.

Toutes les raisons qui ont fait édicter la condamnation conditionnelle se retrouvent dans ces deux décisions et surtout dans la seconde qui a trait aux délits d'une certaine gravité et constitueraient plus que des fautes disciplinaires un passé au coupable. On veut ne pas briser et flétrir un condamné primaire dont la faute est entourée de circonstances qui n'indiquent pas chez le coupable une nature absolument mauvaise. Et la seconde décision est même plus que le sursis une mesure de clémence, parce qu'elle évite même une première condamnation et le passage toujours si grave devant un tribunal disciplinaire (1).

Certains auteurs cependant, tout en se montrant

(1) Ces deux essais sont mentionnés dans le rapport de M. Bompard et dans le projet de M. Mirman.

partisans du sursis dans une certaine mesure, c'est-à-dire appliqué aux délits de droit commun seulement, pensent que le même bénéfice accordé à des délits militaires n'aurait pas de bons résultats.

M. le G^l Bourelly appréciant les deux mesures ci-dessus rapportées s'exprime ainsi : « Quelques chefs militaires ont tenté de l'exercer à titre d'essai et pour des infractions courantes peu graves, et n'ont pas dit-on, réussi à en retirer tout le fruit qu'ils en attendaient pour le bien du service. Nous n'en sommes pas surpris. C'est généralement sans réflexion, sans calcul que le soldat se laisse aller à commettre des fautes légères pour lesquelles il est puni disciplinairement; la répression n'est pas assez rigoureuse pour l'obliger à un retour sur lui-même : il ne redoute pas assez la punition qui l'attend pour chercher à s'y soustraire, et quand il s'est exposé à l'encourir il est prompt à oublier la mesure d'indulgence dont il a été l'objet. L'impression que produit sur ce même homme l'appréhension d'une pénalité est bien différente (1) ».

Les raisons invoquées par M. le G^l Bourelly pour repousser le sursis appliqué aux fautes disciplinaires sont justes, nous le reconnaissons. Mais ces raisons ne se retrouvent plus si l'on envisage les délits em-

(1) Correspondant 1899, la réforme de la justice militaire en temps de paix.

preints d'une certaine gravité. En effet l'appréhension d'une pénalité élevée sur laquelle M. Bourelly paraît surtout compter se retrouve dans l'institution du sursis, puisque en cas de rechute avant le délai fixé par la loi, la première peine s'exécute, indépendamment de la seconde, qui souvent sera aggravée des peines de la récidive, et reste menace constante pendant cinq années suspendue au-dessus de la tête du coupable.

Nous avons parlé en débutant des projets parlementaires qui tous envisagent l'extension du sursis aux tribunaux militaires accessoirement à la question principale qu'ils traitent. Tout d'abord M. Mirman, le député à qui les événements ont fourni l'occasion d'étudier de près les choses militaires, envisage dans son projet de résolution sur la réorganisation de la justice militaire en temps de paix l'extension aux tribunaux militaires de la faculté d'accorder le sursis (1). Après avoir passé en revue comme nous le verrons plus loin les différentes modifications que l'on pourrait apporter au fonctionnement de la justice militaire, M. Mirman s'exprime ainsi : « Pourquoi ne point admettre au bénéfice de ces dispositions libérales les hommes qui condamnés pour une faute commise au régiment seraient jugés dignes néanmoins de se les voir appliquer ? Nul doute

(1) Annexe au procès-verbal de la séance du 4 Novembre 1898, n° 299.

que les magistrats civils ne fassent de cette loi un judiciaire emploi , qu'on veuille bien se reporter à la discussion de cette loi de sursis au Sénat (juin 1890) lorsque sur l'intervention du Général Robert, un article additionnel fut voté au texte de M. Béranger, article ainsi conçu : La présente loi n'est pas applicable aux condamnations prononcées par les conseils de guerre — aucun membre de la haute assemblée ne protesta contre l'idée d'une telle extension : une seule considération détermina le vote, à savoir l'impossibilité de toucher à la juridiction des conseils de guerre autrement que par une loi spéciale, et la nécessité d'écarter toute confusion à cet égard par un article précis de projet en discussion. Incidemment même, l'honorable auteur du projet M. Béranger déclarait que dans sa pensée cette loi de sursis devrait être étendue dans l'avenir aux délits de droit commun jugés par les conseils de guerre et cet avis autorisé est de ceux qu'il est précieux de recueillir ».

Puis, après avoir rappelé un exemple des bons effets du sursis dont il lui fut donné d'être témoin, M. Mirman demande à la Chambre de répondre affirmativement à la demande qu'il fait dans son projet et qui consiste à accorder aux tribunaux disciplinaires (qui dans le projet de M. Mirman remplacent les conseils de guerre) le droit de prononcer les sursis en temps de paix.

D'autre part dans le rapport de M. de la Batut au nom de la troisième commission d'initiative parlementaire chargée d'examiner la proposition de loi de M. Pastre et plusieurs de ses collègues, tendant à la suppression des conseils de guerre en temps de paix et à leur réorganisation en temps de guerre sur les bases des conseils de guerre de l'an III (1) s'exprime ainsi :

« Enfin, messieurs, n'y aurait-il pas lieu d'admettre l'application de la loi de sursis dite la loi Bérenger aux sentences des conseils de guerre. »

De même M. Richard, dans son complexe projet demande l'application de la loi du 26 Mars 1891 aux condamnés des conseils de guerre.

Tous les auteurs qui ont traité de la réforme de la justice militaire sont unanimes à réclamer pour les militaires le bénéfice du sursis. Parmi eux M. Chanson, conseiller à la cour d'appel de Toulouse dans un ouvrage intitulé « La justice militaire en France pour l'armée de terre, » met vigoureusement en relief les défauts de notre code de justice militaire actuel.

« La pénalité de nos codes militaires dit-il n'est plus en harmonie avec nos mœurs ; elle est excessive, et forme avec celle du code pénal ordinaire, un con-

(1) Proposition de M. Pastre, annexe au procès-verbal de la séance du 28 Novembre 1898, n° 331. — Rapport de M. de la Batut annexe au procès-verbal de la séance du 28 Novembre 1898, n° 437.

traste qu'il faut faire disparaître en l'abaissant, en généralisant le bénéfice des circonstances atténuantes et en autorisant les conseils de guerre à faire bénéficier leurs justiciables du sursis à l'exécution des peines. » Ainsi s'exprime M. le conseiller Chanson, mais s'il est plein d'indulgence pour les premières fautes il reconnaît la nécessité d'une sévérité particulière contre le récidiviste. Plus de courtes peines, plus de cet abus que l'on déplore justement, de la déclaration des circonstances atténuantes détruisant l'effet de l'aggravation de peine portée contre le récidiviste. Le récidiviste militaire doit comme le récidiviste de droit commun être traité rigoureusement et une réforme du code de justice militaire s'impose à un double point de vue (1).

(1) B. S. G. P. 1898, p. 280.

CONCLUSIONS

Ainsi, que nous examinions les projets parlementaires ou les ouvrages de la doctrine, il y a unanimité parfaite pour demander que le législateur intervienne pour étendre aux tribunaux militaires le droit de prononcer le sursis.

Si d'ailleurs on établit un parallèle entre les raisons invoquées pour exclure les militaires du bénéfice du sursis et celles émises pour le réclamer en leur faveur, rien ne semble raisonnablement s'opposer à l'heure actuelle, à l'introduction dans notre législation pénale militaire, de la réforme si humaine qu'a apportée à notre Code pénal la loi du 26 mars 1891.

La principale raison invoquée pour exclure les militaires du bénéfice du sursis, est la nécessité de maintenir la discipline par une justice exemplaire qu'aucune considération n'arrête. On craignait, en outre, lors du vote de la loi du 26 mars 1891, que la pénalité ne se trouvât énervée, la répression affaiblie par cette mesure de clémence.

Qui ne voit aujourd'hui que l'institution du sursis est entrée dans nos mœurs, combien étaient chimeriques les craintes invoquées et quels avantages inappréciables présenterait pour la justice militaire la faculté que lui conférerait la loi.

Les raisons qui ont fait édicter l'institution de la condamnation conditionnelle, s'appliquent aussi bien aux militaires qu'aux civils, sinon plus. Dans combien de cas, le coupable qui regrette sa faute aussitôt qu'il l'a commise ne cherchera-t-il pas à s'amender, et ne deviendra-t-il pas un soldat modèle, retenu par la crainte de la peine suspendue au-dessus de lui et qui en cas de rechute viendrait s'ajouter à la nouvelle condamnation bien souvent aggravée des peines de la récidive.

S'il y avait du reste obligation pour les membres des Conseils de guerre de prononcer le sursis, on pourrait craindre que la répression ne s'en trouvât énervée, mais le droit de prononcer le sursis est une pure faculté. Intéressés plus que tous autres au maintien de la discipline, désireux d'avoir des hommes bien en main, les membres des Conseils de guerre useraient certainement avec beaucoup de réserve de la faculté qui leur serait confiée d'accorder le sursis à l'exécution des peines.

La conclusion à laquelle nous sommes naturellement amenés, c'est que l'adoption du projet de M. de Grandmaison tel qu'il est sorti des mains de la

commission de l'armée s'impose. Ce qu'il faut, c'est que le soldat puisse bénéficier du sursis aussi bien pour les délits de droit commun que pour les délits militaires ; et peut-être le besoin s'en fait-il plus vivement sentir pour ces derniers. Ils impliquent une immoralité moins grande que les délits de droit commun, et si nos sympathies vont à un coupable, c'est plutôt à celui qui a commis une faute contre la discipline qui n'entache en rien son honneur, qu'à celui qui est prévenu de vol, escroquerie, abus de confiance ou attentat aux mœurs.

Qu'on ne nous dise pas que la discipline en souffrirait. En somme, priver les officiers membres des Conseils de guerre du droit du prononcer le sursis, peut être considéré comme un manque de confiance en leur énergie. Et cependant, si on peut reprocher aux Conseils de guerre un manque de connaissances juridiques, on ne peut les accuser d'être mous ou hésitants dans leurs décisions ; le reproche contraire pourrait avec plus de raisons leur être adressé si on ne considérait que bien souvent ils sont liés par la loi elle-même.

Nous avons fait remarquer en examinant le projet de M. Grandmaison, qu'il ne distinguait pas pour l'application du sursis entre le temps de paix et le temps de guerre. La commission de l'armée chargée d'examiner ledit projet, a réduit au temps de paix seul le droit pour les conseils de guerre de pro-

noncer le sursis. On ne saurait l'en blâmer, car il est certain que pour l'état anormal et passager de la guerre, une répression s'impose violente et immédiate ; et c'est surtout pour les cas de guerre que l'exemplarité de la peine est nécessaire.

Nous ne pouvons en terminant que souhaiter à brève échéance l'introduction dans notre code de justice militaire des dispositions du projet de M. de Grandmaison tel que l'a laissé la commission de l'armée. La réforme ne sera probablement pas aussi complète que pourrait le laisser supposer le projet de M. de Grandmaison tel qu'il est sorti des mains de la commission de l'armée. Le projet du gouvernement actuellement déposé n'étend le bénéfice du sursis aux militaires qu'en ce qui concerne les délits de droit commun. La réforme que l'on peut prévoir à ce point de vue, sera probablement l'équivalent de l'art. 34 de la loi Belge du 15 juin 1899, c'est-à-dire qu'elle n'aura trait qu'aux délits de droit commun (1).

(1) Revue de Paris 1^{er} décembre 1899. Jules Dietz : La réforme des conseils de guerre. « Pour les crimes et délits de droit commun, cette disposition (celle de l'art. 7) n'a pas de raison d'être ; elle devra être supprimée si la compétence en matière d'infractions de droit commun est maintenue aux conseils de guerre. Faut-il aller plus loin ? Faut-il permettre à ces conseils d'appliquer la loi Béranger même aux crimes et délits punis par le code militaire ? Le projet du gouvernement refuse de leur en donner le droit et ce refus s'explique de la façon la plus simple. La loi de 1891 et le sens commun exigent une épreuve de bonne conduite assez longue fixée à

Mais ce qui est en jeu à l'heure actuelle, ce n'est pas seulement l'introduction du sursis devant les juridictions militaires ; c'est aussi la réorganisation complète des préceptes de justice militaire. Les solutions proposées sont les suivantes. Les uns voient le remède à la défectuosité de la marche de notre justice militaire dans la création d'une magistrature militaire. « Il faut, dit M. Chanson, exiger de ceux qui ont à rendre la justice, à interpréter et à appliquer la loi pénale, la connaissance de cette loi et la possession de l'art d'interpréter les textes. Si considérant les membres ordinaires des conseils de guerre comme de simples jurés auxquels l'ignorance du droit est permise, on peut à la rigueur n'exiger d'eux aucune étude juridique préalable, il en doit être autrement du président, des commissaires du gouvernement, du rapporteur et de tous les membres du conseil de révision. » (1)

Il est certain que les qualités requises d'un officier sont diamétralement opposées à celles qui font cinq années, pour justifier l'annulation de la condamnation encourue. Comme la durée du service est de trois ans et même de moins d'une année pour certaines catégories de jeunes gens, il est clair que cette condition ne peut pas être remplie pour les crimes et délits militaires. Réduite à la période de service non encore accomplie au moment du jugement, l'épreuve deviendrait vraiment légère à l'excès, et l'application de la loi de sursis équivaldrait trop souvent à un acquittement. »

(1) La justice militaire pour l'armée de terre en France par M. Chanson, conseiller à la cour d'appel de Toulouse. B. S. G. P. 1898, p. 280.

un magistrat. Un officier membre d'un conseil de guerre lorsqu'il a à examiner un délit ne peut avoir une idée que de la culpabilité ou de la non-culpabilité, les circonstances contingentes lui importent peu et, la culpabilité démontrée, le juge est tout près, au lieu d'examiner froidement le fait, de se transformer en un accusateur.

La deuxième solution, celle à laquelle les événements semblent devoir donner raison consisterait à remettre aux tribunaux de droit commun en temps de paix la connaissance des délits de droit commun et à ne laisser aux tribunaux militaires que celles des délits militaires. Parmi les promoteurs de cette opinion nous trouvons M. Mirman. L'honorable député dans son projet de résolution sur la réorganisation de la justice militaire en temps de paix part de ce principe que — « ce qui doit déterminer la compétence d'un tribunal c'est la nature du délit et non point le caractère et la situation sociale de l'auteur présumé » — il demande comme conséquence logique de ce principe que les délits de droit commun soient de la compétence des juges naturels de ces sortes de délits, des magistrats ordinaires. Quant aux délits militaires dont des juges civils ne pourraient comprendre toute la portée, ils resteraient de la compétence des tribunaux militaires et seraient limitativement déterminés. Voilà du reste le texte même du projet de M. Mirman.

En temps de paix les militaires répondront de leurs crimes et délits de droit commun devant les juridictions ordinaires compétentes et conformément aux lois générales de la République.

Les militaires sont justiciables des tribunaux disciplinaires pour leurs fautes contre le devoir militaire énumérées ci-après :

Pour notre compte personnel ce serait avec regret que nous verrions écarter la compétence des conseils de guerre pour les délits de droit commun. Ces délits, en effet, sont plus graves commis par des militaires que par des civils, et on pourrait craindre que les tribunaux civils ne soient trop tendres envers eux, car l'effet préventif de la peine est encore un des moyens les plus efficaces pour mettre en garde un homme contre une faute. Aussi la solution que nous préférierions serait-elle la suivante.

Les magistrats membres des conseils de guerre devraient être choisis parmi des officiers qui auraient des connaissances juridiques aussi étendues que des magistrats civils. Formant une magistrature spéciale, ils seraient aux magistrats civils ce que sont les médecins militaires aux médecins civils, ils cesseraient d'être purement des militaires pour devenir des juges militaires, de véritables magistrats, leur état d'esprit serait changé et ils verraient les choses sous un tout autre point de vue.

Le Code de 1857 serait modifié dans le sens de la

loi pénale civile et toutes les améliorations apportées au sort des condamnés civils seraient également applicables aux militaires : c'est ainsi qu'indépendamment du bénéfice du sursis, l'article 463 du Code pénal serait, comme le propose M. Goujon (1), étendu à tous les crimes et délits militaires. On ferait application au prévenu militaire des dispositions de la loi du 8 décembre 1897 ayant pour objet de modifier certaines règles de l'instruction préalable en matière de crimes et de délits (2). En un mot on étendrait purement et simplement toutes les règles du Code pénal ordinaire au Code de justice militaire. Il cesserait d'être un Code exceptionnel fait pour une catégorie d'individus pour devenir un Code de droit commun qui ne se distinguerait du Code pénal ordinaire qu'en ce qu'il contiendrait l'énumération des délits militaires.

(1) Annexe au procès-verbal de la séance du 8 décembre 1898. Proposition de M. Goujon tendant à rendre l'art. 463 C. P. applicable à tous les crimes et délits réprimés par le C. J. M.

(2) Revue de Paris, 1^{er} décembre 1899. La réforme des conseils de guerre. -- « Une loi votée par les chambres au mois de juin dernier a déjà introduit dans le Code de justice militaire des principes applicables depuis 1898 à l'instruction des délits et des crimes de droit commun. Un autre projet de loi soumis au parlement en février 1899 permet aux conseils de guerre d'imputer la détention préventive sur la durée de la peine.

LÉGISLATION COMPARÉE

Avant de faire son apparition en France avec la loi du 26 mars 1891 la condamnation conditionnelle avait déjà été appliquée en Belgique dès 1888.

Si d'une façon générale la loi Belge du 31 mai 1888 est analogue quant au fonds à notre loi Béren-ger elle en diffère cependant par certains points de détail.

Les codes pénaux actuels ont une tendance à se modifier de plus en plus dans le sens de la politique criminelle (1). Cette tendance se retrouve dans la loi Belge sur la libération et la condamnation conditionnelles. Examinons du reste l'article 9 de ladite loi, et nous verrons en quoi elle diffère de la nôtre.

(1) B. S. G. P. — M. Ad. Prins, inspecteur général des prisons : « La vérité est que notre justice moderne est trop machinale, trop impersonnelle, et il est absolument nécessaire que l'on accorde un rôle plus considérable à la conscience et à l'initiative du juge et que celui-ci puisse distribuer avec plus de discernement l'indulgence et la sévérité. On est trop disposé à considérer tous les citoyens poursuivis comme des cou-

Cet article 9 est ainsi conçu : Les cours et les tribunaux, en condamnant à une ou plusieurs peines peuvent lorsque l'emprisonnement à subir, soit comme peine principale ou subsidiaire, soit par suite du cumul des peines principales et de peines subsidiaires ne dépasse pas 6 mois, et que le condamné n'a encouru aucune condamnation antérieure pour crime ou délit, ordonner par décision motivée qu'il sera sursis à l'exécution du jugement ou de l'arrêt pendant un délai dont ils fixent la durée à compter de la date du jugement ou de l'arrêt mais qui ne peut excéder cinq années.

La condamnation sera comme non avenue si pendant ce délai le condamné n'encourt pas de condamnation nouvelle pour crime ou délit. Dans le cas contraire les peines pour lesquelles le sursis a été accordé et celles qui font l'objet de la condamnation nouvelle sont cumulées.

pables dangereux et tous les coupables comme des êtres coulés dans le même moule. C'est une erreur complète, etc., etc. »

De même M. Saleilles dans le magistral article paru dans la Revue pénitentiaire de mars 1897 : « Nous avons du pouvoir judiciaire une conception beaucoup trop rigide ; nous ne lui demandons que des déclarations de principes et nous n'admettons pas qu'il puisse compléter ses décisions par des mesures de prévention. Ce serait de la police préventive ou comme disent les Allemands de la politique criminelle. Nos anciens parlements avaient ainsi pleine autorité pour pourvoir à la sécurité publique et les juges Anglais et Américains n'en agissent pas autrement : Tout le monde n'a qu'à s'en applaudir, etc., etc. »

Le but de la loi Belge, nous l'avons déjà dit, est le même que celui de la loi Française : éviter au condamné primaire le passage en prison et toutes ses conséquences, et par ce moyen lutter contre la récidive croissante.

Du reste M. Le Jeune, ministre de la justice, s'exprime ainsi (1) : « Il en est pour qui le châtiment est tout entier dans la flétrissure dont ils se sentent atteints par le seul effet de la sentence prononcée contre eux ; il en est, que la pensée de leurs proches réduits à la famine par leur absence torture dans la prison au-delà de toute expiation légitime ; pour d'autres la sentence du juge est une formalité banale, et la prison une hôtellerie bien montée dans laquelle un séjour passager n'est pas sans attrait surtout pendant l'hiver. Pour le grand nombre l'incarcération avec son cortège de conséquences avilissantes est la transition entre la situation de l'homme que le respect de soi-même et les affections de la famille maintiennent encore dans les voies régulières et celle du misérable dégradé à ses propres yeux et déshonoré devant les siens qui est désormais voué à la récidive. L'incarcération ici opère rarement un relèvement moral, et très souvent elle dégrade et prédispose à la récidive ; elle n'est pas uniformément nécessaire à l'expiation, et la dépression que le sens moral en

(1) Pasinomie, 1888, n° 218, p. 225.

éprouve est un danger social. C'est pourquoi le gouvernement pense que la loi doit autoriser le juge à suspendre l'exécution des peines d'emprisonnement dont la durée ne dépasse pas six mois afin que la condamnation soit comme non avenue si le condamné ne tombe pas en récidive pendant le délai de la suspension.

Le juge qui aura lieu de croire que l'inculpé peut être rangé au nombre de ceux pour qui la honte et la terreur inspirées par la condamnation suffisent à l'expiation et à l'intimidation ne le condamnera que sous la condition suspensive d'une rechute survenant dans un délai déterminé. Le juge fixera ce délai d'après la conduite antérieure de l'inculpé ses dispositions morales, sa situation personnelle, ses marques de repentir, etc., etc. »

D'après la loi du 26 mars 1891, le juge peut prononcer le sursis toutes les fois que les conditions requises par la loi pour ce faire se trouvent réunies et quelle que soit d'ailleurs la quotité de la peine ; mais il ne peut en rien changer la durée du délai imposé comme épreuve par la loi, et qui est uniformément fixé à cinq années, délai bien souvent hors de proportion avec la peine.

En Belgique, au contraire, le juge n'a le droit de prononcer le bénéfice du sursis en faveur d'un condamné primaire que lorsque la peine encourue

principalement ou subsidiairement n'excède pas six mois de prison (1).

Quant à la durée du temps pendant lequel la condamnation est suspendue, elle est fixée par le juge lui-même en tenant compte des circonstances et de la gravité de la peine, et ce délai d'épreuve ne peut excéder cinq ans (2).

L'armée Belge qui se recrute par des engagements volontaires et des appels annuels (art. I de la loi du 3 juin 1870 sur la milice, modifiée par la loi du 18 septembre 1873) est soumise au code pénal militaire du 27 mai 1870.

Le système général de ce code pénal militaire Belge est le suivant. Les militaires sont comme les autres citoyens soumis aux lois pénales ordinaires, Ils sont de plus comme militaires soumis à des lois pénales particulières qui font l'objet du code pénal militaire. Mais ces lois par cela même qu'elles sont exceptionnelles doivent être renfermées dans les limites les plus étroites ; elles ne se justifient que par les exigences de la discipline militaire. Aussi toute

(1) On évite ainsi en Belgique l'abus que l'on reproche souvent à la magistrature de faire du sursis qui s'adjoint parfois à de très fortes condamnations, dont la durée même et la gravité sembleraient devoir le faire écarter. (B. S. G. P., mars 1897, p. 491. M. Saleilles. L'engagement des condamnés).

(2) On éviterait aussi dans une certaine mesure les inconvénients du sursis au point de vue de la réhabilitation. (Voir séance Ch. des dép., 1^{er} juin 1896, annexe 1910, p. 435, la proposition de M. Mougeot).

disposition qui ne trouverait pas sa justification dans ce grand intérêt social serait en opposition avec notre droit constitutionnel qui répugne aux lois d'exception (1).

Etant donné cet état de choses, on aurait pu croire lorsque apparut la loi du 31 mars 1888 que les militaires allaient bénéficier des dispositions de l'art. 9, d'autant plus que la loi ne contient aucune disposition analogue à l'art. 7 de la loi française du 26 mars 1891. Mais la lecture des précédents de la loi ne laisse aucun doute à cet égard et la Cour de cassation Belge a conclu à l'exclusion des militaires du bénéfice de la condamnation conditionnelle.

Lors de la discussion de la loi du 31 mai 1888, en effet la section centrale avait posé à M. le Ministre de la justice la question suivante : La législation nouvelle s'applique-t-elle au code pénal militaire et spécialement à la peine de la correction ?

Le gouvernement répondit qu'il pensait qu'il convenait de réserver pour le travail de la révision du code pénal militaire, l'examen de la question de savoir s'il y a lieu d'introduire dans cette législation spéciale des dispositions semblables à celle du projet de loi (2).

(1) Pandectes Belges, p. 779, t. 9, n° 8.

» » p. 131, t. 20, nos 2 et 14.

(2) Pasinomie, 1888, p. 226.

Enfin pendant la discussion du projet à la chambre des représentants (séance du 15 mai 1888), M. Delebecque s'exprima ainsi : « Je viens renouveler à M. le Ministre de la Justice, la question qui lui a été posée par la section centrale relativement à la législation pénale militaire à la suite d'une demande formulée par la troisième section dont M. Thonissen était rapporteur ». M. Delebecque trouve cette réponse extrêmement évasive. Elle ne fixe, dit-il, aucune espèce de date et elle ne laisse pas même prévoir quand arrivera la révision du code pénal militaire. Après avoir passé en revue différentes réformes urgentes à effectuer dans le code pénal militaire, M. Delebecque conclut : « De même faudrait-il, tenant compte des nécessités de la discipline accorder aux militaires le bénéfice de la nouvelle législation que nous discutons, sinon ce serait une évidente injustice. Je voudrais que M. le Ministre de la Justice s'expliquât et nous dit en même temps dans quel délai il pourra proposer la révision complète du code de justice militaire » (1).

Malgré tout la réponse du gouvernement à la demande de la section centrale, semble suffisante pour indiquer que la question a été réservée. C'est ce que pense du reste M. Périn qui estime que l'art. 9 de la loi Belge encore qu'il ne contienne aucune

(1) *Pasinomie*, 1888, p. 231.

disposition analogue à notre art. 7, n'est pas applicable aux cours militaires et aux conseils de guerre (1).

La cour de cassation Belge a, du reste, admis cette solution par plusieurs arrêts fortement motivés et se fondant principalement sur la réponse du gouvernement.

De même la cour militaire, dans un arrêt du 18 juillet 1888, a décidé que la loi du 31 mai 1888 sur la libération et la condamnation conditionnelles ne s'applique pas aux militaires (2).

Le condamné avait déposé en appel devant ladite cour militaire des conclusions tendant à obtenir le bénéfice de l'art. 9 de la loi du 31 mai 1888.

Parmi les considérants de la cour : « — Attendu que la loi du 31 mai 1888 n'est pas applicable aux militaires. Que telle a été l'intention des auteurs de cette loi ; qu'interpellé par M. Thonissen au nom de la troisième section de la chambre des représentants sur la question de savoir si la législation nouvelle s'applique au code pénal militaire, le gouvernement a répondu qu'il convenait de réserver pour le travail de la revision du Code pénal militaire la question de savoir s'il y a lieu d'introduire dans cette législation spéciale des dispositions semblables à celles du projet de loi.

(1) Locard. Commentaire sur la loi du 26 mars 1891, p. 61, note 1.

(2) Pasinomie, 1888, 2, 371.

« Attendu que pareille déclaration implique virtuellement l'inapplicabilité de la loi nouvelle aux condamnés militaires même pour les délits de droit commun, etc., etc. »

Comme le code pénal militaire Belge prévoit seulement les délits militaires d'une façon spéciale, et se réfère au code pénal ordinaire pour les délits de droit commun, sauf certaines modifications, la question se présentait sous le même aspect que chez nous, à savoir : Faut-il distinguer entre les délits de droit commun et les délits militaires pour faire application de la loi du 31 mai 1888.

La Cour, nous l'avons vu, a décidé que quelle que soit la nature du délit, l'art. 9 est inapplicable. La Cour de Cassation par un arrêt en date du 21 septembre 1888 a ratifié purement et simplement l'arrêt de la Cour militaire après avoir entendu M. l'avocat général Melot. Ce dernier s'exprime ainsi (1) : « Le gouvernement nous paraît s'être prononcé d'une façon catégorique sur la question résolue par l'arrêt dénoncé. Ce qui a été réservé par le législateur, c'est le point de savoir s'il convenait d'introduire les principes du projet de loi dans la législation spéciale à laquelle l'armée est soumise. Or cette législation spéciale ne se borne pas à prévoir des délits militaires, elle modifie pour un grand nombre d'infractions de

(1) *Pasicrisie*, 1888, 1, 323.

droit commun, la répression organisée par le code pénal ordinaire. Parcourons rapidement le code pénal militaire; nous y verrons notamment que outre la peine de droit commun toute peine criminelle prononcée par application du code pénal ordinaire entraîne la dégradation. Cette flétrissure peut également atteindre le militaire condamné à plus de trois ans d'emprisonnement du chef d'attentat à la pudeur, de vol, d'extorsion, d'abus de confiance, d'escroquerie.

« Enfin si la dégradation n'est pas prononcée tous sous-officiers, caporaux et soldats condamnés à une peine quelconque du chef d'une de ces infractions subissent une seconde peine, l'incorporation à l'expiration de la peine d'emprisonnement. S'agit-il d'officiers, la loi se montre encore plus sévère. Les tribunaux doivent prononcer la destitution de tout officier condamné à une peine du chef d'une des infractions ci-dessus rappelées. On voit que loin d'être restreinte aux infractions d'ordre essentiellement militaire, la législation spéciale à laquelle le gouvernement faisait allusion, doit s'entendre de la combinaison du code pénal militaire avec le code pénal ordinaire, et que de cet ensemble qui embrasse toutes les infractions résulte un système de répression particulière à l'armée. Convenait-il d'étendre à cette législation spéciale, les principes de la loi de 1888 ?

« Voilà la question dont le gouvernement a

ajourné l'examen. Essayons d'appliquer le principe de l'article 9 à l'armée. Admettra-t-on jamais par exemple qu'après avoir condamné un officier à 3 mois de prison et à la destitution du chef de vol, le tribunal puisse ordonner que la condamnation sera conditionnelle dans les termes de l'article 9, c'est-à-dire qu'elle sera non avenue si dans un délai déterminé, l'officier ne commet plus de crime ou de délit. Mais dans ce cas quelle serait la condition d'un officier flétri et destitué par un jugement définitivement rendu et dont l'effet resterait néanmoins incertain ? Ce n'est qu'une des nombreuses difficultés qui résulteraient de l'application de la loi de 1888 pure et simple aux condamnations militaires. »

Ne suffirait-elle pas à expliquer déjà que le gouvernement ait réservé l'étude de la question.

Un autre arrêt de la Cour de Cassation du 13 mai 1895 admet pour les mêmes raisons que l'article 9 n'est pas applicable aux militaires, qu'il s'agisse de délits purement militaires ou de délits de droit commun (1).

Un autre arrêt du 8 juillet 1895 décida de même et cassa un arrêt de la Cour de Liège du 28 mai 1895 où il était dit : « Attendu qu'en réservant lors des travaux préparatoires de la loi du 31 mai 1888 la question de savoir si les dispositions concernant la

(1) *Pasicrisie*, 1895, 1, 176.

libération et la condamnation conditionnelles seraient introduites dans le Code pénal militaire, le gouvernement n'a fait allusion qu'à cette législation spéciale.

Attendu que ce serait donner aux réserves du gouvernement, telles que les ont admises les auteurs de la loi dont il s'agit, une interprétation extensive non admissible en matière pénale, que d'enlever le bénéfice de cette loi aux militaires en cette seule qualité, et alors même que les infractions dont ils sont coupables ne sont pas prévues par la législation spéciale, etc. (1).

Le tribunal de police de Louvains avait condamné, le 3 avril 1895, le soldat Peteers conditionnellement à une amende de 3 francs.

Le 10 avril 1895, le même tribunal avait condamné Manet, maréchal-ferrant au 4^e d'art, à une amende de 10 francs avec emprisonnement subsidiaire de deux jours et accordé le sursis.

Un arrêt de la Cour de Cassation du 4 novembre 1895 admit la même solution que les précédents arrêts que nous avons passés en revue (2).

Le tribunal de simple police de Puers, considérant : « que les Belges sont égaux devant la loi et qu'il n'existe pas de législation spéciale pour les militaires quant aux contraventions de police », avait

(1) Pasicrisie, 1895, 1, 239.

(2) Pasicrisie, 1896, 1, 8.

accordé à un soldat condamné à trois jours de prison le bénéfice du sursis. La Cour de Cassation (arrêt du 21 décembre 1896) casse ce jugement en se fondant sur la réponse gouvernementale et sur ce que l'égalité des Belges devant la loi n'exclut pas l'inapplicabilité aux militaires des dispositions légales dont peuvent bénéficier les autres Belges (1).

Enfin, plus récemment encore, le 28 mars 1898, la Cour de Cassation, considérant : « que l'on objecte vainement que la restriction résultant des travaux préliminaires est limitée au Code pénal ordinaire et point étendue à toute poursuite répressive contre les militaires.

Considérant que c'est la qualité de militaire et non la nature de l'infraction ou la loi qui la prévoit qui a pu dicter la réserve faite par le gouvernement etc. casse, par ces motifs le jugement rendu par le tribunal de première instance de Bruxelles (2).

En 1895, au Sénat, à la séance du 12 Novembre, M. Le Jeune déposa une proposition de loi ayant pour objet d'étendre aux militaires les dispositions de l'article 9 de la loi du 31 mai 1888, instituant la condamnation conditionnelle (3).

Voici en quels termes M. Le Jeune présenta la

(1) Pasicrisie, 1897, 1, 49.

(2) Pasicrisie 1898, 1, 139.

(3) Annales parlementaires. Sénat, séance du 12 Nov. 1895.

question : « Les résultats de l'expérience dont l'institution de la condamnation conditionnelle a subi l'épreuve sont excellents. Lorsque la législature a introduit dans notre système pénal la condamnation conditionnelle, elle a jugé prudent de borner aux infractions de droit commun, l'application d'un procédé de repression pénale suggéré par la science criminelle, sans la sanction de l'expérience. Je pense aujourd'hui après une mise en pratique de plus de sept années, qu'il y a lieu d'étendre l'application de ce procédé, aux inculpés militaires, et de mettre fin à une restriction qui ne se justifie plus. Je formule ainsi la première question que ma proposition soulève et vous en saisissez la portée générale. L'art. 1^{er} du projet de loi la résout affirmativement.

« Mais il ne suffisait pas de décréter tout simplement que désormais les dispositions de l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 s'appliqueront aux inculpés militaires. Le code pénal militaire contient des pénalités qui diffèrent essentiellement de celles que le droit commun a établies : la destitution pour les officiers, l'incorporation dans une compagnie de correction pour les sous-officiers et soldats. Et ces pénalités sont tantôt peines principales, tantôt peines accessoires. A certains délits de droit commun d'un caractère particulièrement infamant, le vol entre autres, le code pénal militaire applique comme peine accessoire la destitution, lorsqu'ils sont commis par un officier, et

ces délits comportent aux termes de la loi de 1888 la condamnation conditionnelle. La criminalité a des nuances infiniment variées et je ne m'aventurerai pas à dire que jamais la destitution infligée comme peine accessoire, ne pourrait être conditionnelle. Mais il est certain en thèse générale qu'un officier coupable d'un délit pour lequel le code pénal prononce la destitution comme peine accessoire ne saurait être maintenu dans son grade et son emploi, encore que quant à la peine principale il méritât les ménagements consacrés par la loi du 31 mai 1888.

« Est-ce une raison suffisante pour que la conditionnalité de la condamnation doive être considérée comme impossible sous le régime du Code pénal militaire. Je ne le pense pas. La condamnation encourue par un officier peut sans que la répression de la criminalité en souffre ou que les principes s'insurgent être conditionnelle quant à la peine principale, et définitive quant à la peine accessoire. Je pourrais vous citer plus d'un exemple de ces situations dans lesquelles l'exécution de la peine principale, que la destitution accompagne ne peut qu'inspirer de légitimes regrets. La destitution à elle seule était un châtiment terrible et dans les circonstances où elle survenait les deux ou trois mois d'emprisonnement qui constituaient la peine principale n'étaient qu'un accessoire destiné à ne produire que les conséquences dont la loi de 1888 a pour objet de prévenir le retour.

De là le deuxième alinéa de l'article premier du projet de loi.

« La destitution est prononcée comme peine principale dans certains cas, par le Code pénal militaire. Une absence irrégulière de l'officier prend le caractère de la désertion, et si la faute est peu grave, la destitution est la seule peine infligée ; que penser ici de la conditionnalité de la condamnation ? Je ne m'y arrête pas, car lorsque la conditionnalité se justifiera il existera des circonstances atténuantes. L'objection disparaît donc. Il est manifestement utile qu'une peine disciplinaire puisse être infligée conditionnellement.

J'en dis autant de l'incorporation du soldat ou du sous-officier dans une compagnie de correction.

L'art. 9 de la loi de 1888 ne concerne que les pénalités de droit commun ; une disposition expresse était donc nécessaire pour étendre l'application du principe de la conditionnalité à l'incorporation dans une compagnie de correction. Elle forme l'art. 2 du projet de loi.

Mais voici qu'une difficulté pratique se présente. Un militaire a été condamné correctionnellement à l'incorporation dans une compagnie de correction ou à une peine disciplinaire. Il encourt la déchéance du sursis, mais au moment où la condamnation devenue définitive doit s'exécuter il a cessé d'appartenir à l'armée. Un civil ne peut pas être incorporé dans

une compagnie de correction. Que faire, c'est l'article 3 du projet de loi. Lorsque par suite de la déchéance du sursis, la condamnation prononcée conditionnellement en vertu de la présente loi, s'exécutera à l'égard d'un condamné, qui aura cessé d'appartenir à l'armée, où se trouvera en congé illimité, l'incorporation dans une compagnie de correction sera remplacée par un emprisonnement dont la durée sera réduite de moitié. Un an d'incorporation dans une compagnie de correction sera remplacée par 6 mois de prison ; c'est l'équivalence consacrée par l'article 60 du C. P. militaire ; mais une réduction de durée ne me paraît pas nécessaire, lorsqu'il s'agit de remplacer une peine disciplinaire par un emprisonnement (1).

Voici, du reste, le texte même de la proposition.

Art. 1. — Les dispositions énoncées à l'art. 9 de la loi du 31 mai 1888, instituant la condamnation conditionnelle, sont rendues applicables aux infractions commises par les militaires. Les condamnations prononçant la destitution comme peine accessoire pourront n'être conditionnelles que quant aux peines principales.

Art. 2. — Le sursis pourra être ordonné par décision motivée à l'égard des militaires qui n'ayant encouru antérieurement aucune condamnation à une peine criminelle ou correctionnelle seront condamnés

(1) Voir aussi B. S. G. P. 1896, p. 173.

à la peine principale de l'incorporation dans une compagnie de correction, pour quelque durée que ce soit, ou aux peines disciplinaires qui remplacent, lorsqu'il existe des circonstances atténuantes, la destitution ou l'incorporation dans une compagnie de correction.

Le délai et les effets du sursis seront réglés dans ces cas conformément à l'art. 9 de la loi du 31 mai 1888.

Art. 3. — Lorsque par suite de la déchéance du sursis, la condamnation prononcée conditionnellement en vertu de la présente loi, s'exécutera à l'égard d'un condamné qui aura cessé d'appartenir à l'armée ou se trouvera en congé illimité, l'incorporation dans une compagnie de correction sera remplacée par un emprisonnement dont la durée sera réduite de moitié, et les peines disciplinaires seront remplacées par l'emprisonnement sans réduction de durée.

Art. 4. — Il sera rendu compte annuellement aux Chambres de l'exécution de la présente loi.

La question vient de recevoir tout récemment une solution.

La loi du 15 juillet 1899 intitulée : Loi comprenant le titre premier du code de procédure pénale militaire (1) porte en effet article 34 :

« Les dispositions énoncées dans l'art. 9 de la loi du 31 mai 1888 instituant la condamnation condi-

(1) *Pasinomie*, n° 223, p. 125.

tionnelle sont rendues applicables pour les peines autres que les peines militaires aux infractions commises par les personnes qui appartiennent à l'armée ou qui sont justiciab'es de la juridiction militaire.

Lorsque le coupable a été condamné à l'emprisonnement et à l'incorporation dans une compagnie de correction le sursis accordé pour l'exécution de la peine d'emprisonnement ne met pas obstacle à l'exécution immédiate de la peine d'incorporation.

« Il sera rendu compte tous les trois ans aux Chambres de l'exécution de la présente disposition ».

Ainsi, nous le voyons par cet article, le législateur Belge a cru devoir distinguer entre les peines militaires et les peines de droit commun et n'accorder le sursis que pour ces dernières. Quelles ont été ses craintes ? on les devine : ne pas affaiblir la discipline. Nous ne reviendrons pas sur les raisons que nous avons invoquées contre cette solution, et nous terminerons en espérant que le législateur Français ne sera pas arrêté par les mêmes craintes, et qu'il tranchera la question dans le sens le plus large.

SECONDE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

La question du sursis au point de vue de ses rapports avec la législation militaire se présente encore sous un autre aspect. La question de l'introduction des condamnés correctionnels dans l'armée n'est pas nouvelle ; mais depuis quelques années surtout elle présente une importance capitale. Avec la recrudescence de la criminalité parmi les mineurs (1) que constate malheureusement la statistique, et la composition de l'armée telle qu'elle est réglée par la loi du 15 juillet 1889, on comprend que le législateur de cette époque se soit montré sévère. Nous verrons plus loin quelles sont les dispositions

(1) M. Saleilles à son cours 1897-1898, Droit pénal de la minorité.

de la loi en ce qui concerne l'enrôlement et l'engagement des condamnés correctionnels.

Lorsque parurent les dispositions si humaines de la loi du 26 mars 1891, si l'on s'en fut tenu à leur esprit, la situation des condamnés correctionnels n'ayant pas accompli leur service militaire et ayant bénéficié du sursis se fût trouvée fort améliorée. Mais par une interprétation excessive du texte même de la loi on en vint à méconnaître son esprit et la situation des jeunes gens condamnés fut même aggravée dans un sens. Disons tout de suite que la question ne présente plus aujourd'hui qu'un intérêt rétrospectif, puisque la loi du 1^{er} mai 1897 a modifié la situation anormale qui existait auparavant; mais elle a donné lieu en son temps à un mouvement d'idées assez considérable pour mériter qu'on y revienne.

De nombreux travaux ont paru avant la loi du 1^{er} mai 1897. Citons le magistral article : « *L'engagement des condamnés conditionnels* » où M. Sailleilles examine les propositions de M. Léveillé à la Société générale des prisons et qui nous sera un guide précieux dans le travail entrepris (1).

La criminalité chez les mineurs est devenue en quelque sorte la caractéristique de notre époque, et

(1) B. S. G. D., juillet 1896, décembre 1896, mars 1897.

le nombre des jeunes malfaiteurs va sans cesse croissant. Sans rechercher les causes auxquelles tient ce déplorable état de choses, il faut constater que la promiscuité occasionnée par la misère, et l'influence du milieu sont pour beaucoup sur la recrudescence du nombre de ces malheureux (1). Aussi le principal remède, celui dans lequel beaucoup d'hommes éminents en qui les jeunes dévoyés ont trouvé d'ardents défenseurs, consisterait-il à les soustraire au milieu qui les a perdus, pour les verser dans un milieu honnête.

Il ne faut pas oublier du reste que, lorsqu'on se trouve en présence de jeunes gens n'ayant pas accompli leur service militaire, on n'a pas à faire à de dangereux malfaiteurs, à des criminels endurcis (2). Ceci posé, le milieu honnête pour ceux qui sont en âge d'accomplir leur service militaire est tout indiqué, c'est le régiment. Soumis à la forte discipline du métier militaire, ayant sous les yeux l'exemple de

(1) M. Saleilles à son cours 1897-98., De la minorité. « Dans les classes peu aisées, la corruption de la jeunesse fait tous les jours des progrès. L'adolescence entraîne avec elle sa crise morale ; à ce moment la corruption est facile, et dans les classes pauvres elle est encore facilitée par la promiscuité. » Et plus loin : « Je crois très peu à l'influence de l'administration pour la moralisation, mais je crois beaucoup à l'éducation par l'influence du milieu.

(2) C'est ce que constate M. Bérenger dans sa lettre à M. le Président de la Commission de l'armée coloniale (B. S. G. des P. n° juillet 1891, p. 969.

camarades dont la moralité ne laisse rien à désirer, nourris de principes d'honneurs, toutes les chances s'offriraient à eux de se reclasser.

Mais pour que cette solution présente vraiment un caractère d'utilité pratique, il faudrait que l'on puisse faire entrer sans délais le jeune homme à la caserne, avant qu'il ait eu le temps de revenir aux habitudes qui l'ont perdu (1).

Sous l'empire de la loi de 1889 seule, la question ne pouvait pas se présenter, l'art. 59 de ladite loi ne laissant ouverts aux jeunes condamnés (et quelle que fut d'ailleurs la condamnation) que les bataillons d'Afrique, et dans ces conditions-là, il ne pouvait venir à l'esprit de personne de préconiser l'engagement volontaire comme moyen de reclassement.

Examinons du reste la situation qui est faite aux condamnés correctionnels par la loi de 1889, tant au point de vue de l'enrôlement qu'à celui de l'engagement.

D'après l'art. 5 de ladite loi les individus reconnus coupables de crimes et condamnés à l'emprisonnement par application de l'art. 463 du Code pénal sont versés au Bataillon d'Afrique. Nous savons que

(1) M. Saleilles, n° 3, mars 1897 de la Revue Pénitentiaire s'exprime ainsi : S'il y a chance pour lui de le relever et de lui refaire une vie nouvelle, il faudrait pour cela qu'il puisse passer presque sans transition du prétoire à la caserne. Il n'y a pas un instant à perdre. C'est à ce moment ou jamais qu'il doit s'engager.

pour que l'art. 463 s'applique il faut que les condamnés soient dignes d'intérêt. Du reste certains faits qualifiés crimes légalement, témoignent d'une perversité morale moins grande que d'autres punis moins sévèrement par la loi. Le cas prévu par ce paragraphe n'a pas un grand intérêt pour la question que nous traitons, car il sera rare que les individus visés bénéficient du sursis.

Les paragraphes 2 et 3 de l'article 5 prévoient les cas qui se présentent le plus souvent en pratique, et les condamnations auxquelles s'adjoindra le plus souvent le sursis. Ces paragraphes décident en effet que les individus condamnés correctionnellement à trois mois de prison au moins, pour vol, escroquerie, abus de confiance, outrage public à la pudeur ou attentat aux mœurs prévu par l'art. 334 C. P. ; — ceux qui ont été l'objet de deux condamnations au moins, quelle qu'en soit la durée, pour l'un des délits spécifiés au paragraphe précédent, sont incorporés au Bataillon d'Afrique.

Voilà pour l'enrôlement par voie d'appel. Mais la sévérité de la loi n'est rien à cet égard si nous envisageons les conditions requises pour l'engagement volontaire. L'art. 59 en effet, parag. 3 et 4, exige que l'engagé n'ait subi aucune condamnation, fût-ce même l'amende pour vol, escroquerie, abus de confiance, attentat aux mœurs, ni aucune condamnation rentrant dans les termes de l'art. 5. Et qu'on le

remarque bien, les jeunes gens n'ayant pas subi de condamnation rentrant dans les termes de l'art. 5, se verront, quoiqu'on leur refuse l'engagement dans un corps régulier, versés lors de l'appel de leur classe dans un régiment ordinaire. Les dispositions de la loi de 1889 en ce qui concerne l'engagement peuvent donc paraître excessives. La situation du jeune condamné sous l'empire de cette loi était, comme on le voit, particulièrement sévère. Voulait-il, s'il avait conservé un fond d'honnêteté, racheter sa faute en offrant ses bras à la patrie, il ne pouvait le faire qu'en choisissant un bataillon d'Afrique ; comme camarades, on lui offrait des récidivistes ; attendait-il l'enrôlement, il voyait s'ajouter à la peine qu'il avait déjà subie, cette autre peine non moins grave, l'envoi au Bataillon d'Afrique.

Mais ce n'est pas tout. La loi de 1891, nous le savons, a pour but d'éviter aux condamnés primaires, à ceux dont la faute n'est qu'un accident, le contact de la prison, la flétrissure d'une peine. Lors de son apparition, on eût pu croire, en se fondant sur son esprit, que le jeune condamné qui n'avait pas encore fait son service militaire et qui avait bénéficié du sursis, allait être versé dans un corps régulier. Et il faut le faire remarquer, c'est surtout pour les cas qui nous occupent, que les tribunaux désireux de concilier les besoins de la répression et ceux de l'avenir d'un jeune homme prononcent le bénéfice

du sursis. Allait-on infliger au condamné, à qui on avait voulu éviter la flétrissure et le contact démoralisateur de la prison, celui non moins mauvais et peut-être pire du Bataillon d'Afrique ? Le ministre de la guerre se prononça pour l'affirmative. A toutes les démarches faites auprès de lui, il opposa le paragraphe 2 de l'art. 2 de la loi de 1891. Ce paragraphe est ainsi conçu : — Elle (la suspension) ne comprend pas les peines accessoires et les incapacités résultant de la condamnation. Se fondant sur ce texte, et par une interprétation que la discussion de la loi de 1891 n'aurait pas laissé présumer, le ministre de la guerre assimila l'incorporation dans un bataillon d'Afrique à une pénalité accessoire, en prétextant que si la peine est conditionnelle, la condamnation n'en est pas moins réelle jusqu'à l'expiration du délai de cinq ans fixé par la loi.

La situation des jeunes gens condamnés avec sursis se trouva même aggravée par la loi du 26 Mars 1891, et voici pourquoi. Lorsque les tribunaux prononcent une peine avec bénéfice de la loi Bérenger, ils ont une tendance marquée à en élever le taux, pour mieux mettre en garde sans doute le coupable contre une rechute en faisant briller à ses yeux la gravité de la première condamnation (1).

(1) M. Saleilles. Loc. cit. Revue Pénitentiaire Mars 1897 s'exprime ainsi : Enfin il fallait tenir compte de ce fait de-

Il arriva donc ceci, qu'un mineur condamné à 3 mois de prison, ou plus, pour les faits rentrant dans les termes de l'article 5, mais bénéficiant du sursis comme une compensation au taux élevé de la condamnation se vit incorporer au bataillon d'Afrique, tandis que s'il eût subi effectivement une condamnation moindre parce que sans sursis, il eût été incorporé lors de l'appel de sa classe dans un régiment ordinaire.

En sorte que par une bizarrerie inconcevable on en vint à affliger à un jeune homme jugé digne d'intérêt, une peine beaucoup plus grave que s'il n'eût été digne d'aucune pitié. Et chose particulièrement grave, ce jeune homme, qui au bout de cinq ans eût vu sa condamnation effacée, son casier judiciaire immaculé, la verra au contraire connue de tous car son livret individuel constatant son passage au bataillon d'Afrique, en est à lui seul l'équivalent (1).

Cette situation des jeunes condamnés correctionnels n'avait pas été adoptée du reste sans protestations. Au moment de la discussion de l'art. 5, M. Béranger, avec son humanité habituelle, se fit le défenseur de ces malheureux, et s'il ne put pas faire

venu aujourd'hui presque courant que lorsqu'ils accordent le sursis les magistrats sont assez disposés à augmenter la peine. Et la note du même article sous la page 495.

(1) Larcher et Olier. — Les institutions pénitentiaires en Algérie. « S'il est vrai que l'envoi aux bataillons d'infanterie légère d'Afrique et aux compagnies de discipline n'est pas une peine proprement dite, du moins est-ce la conséquence de condamnations antérieurement encourues. »

disparaître complètement de la loi l'art. 5, au moins put-il, comme nous allons le voir, faire retrancher de sa rédaction définitive certaines dispositions d'une sévérité exagérée (1), en partant de ce principe que le but de toute loi civile ou militaire en matière pénale est de placer le condamné dans la situation la plus favorable à son relèvement, dans une situation telle qu'il peut devenir ce qu'il avait cessé d'être, un bon citoyen et en même temps un soldat utile à son pays.

Le but que l'honorable sénateur avait déjà en vue était le relèvement des condamnés primaires ; et disait-il avec raison, quelles chances de reclassement vont rester au malheureux qui a subi une courte peine, si pour accomplir son temps de service, on le verse dans un bataillon d'Afrique, où avec les dispositions de la loi nouvelle vont se trouver réunis tous ceux qui au moment de l'appel de leur classe avaient subi, où étaient en train de subir une condamnation rentrant dans les termes de la loi. Dans ce ramassis de condamnés que vont être les bataillons d'Afrique ces hommes seront irrévocablement perdus. M. Bérenger regrette qu'on ait cru devoir modifier sur ce point les dispositions des lois militaires antérieures (2) qui ne faisaient aucune distinction à l'égard

(1) Voir Sénat, séance du 26 avril 1888, p. 609.

(2). Sénat séance du 26 avril 1888, p. 609. M. Bérenger : « d'après la loi de 1872 et je puis dire d'après toutes les

des condamnés correctionnels. Le rapporteur de la commission s'inspirant des idées de défiance du Sénat, et considérant que tous les citoyens d'après la nouvelle loi sont soldats déclara ne voir aucun inconvénient à cet envoi qui au contraire offrirait toutes les chances de reclassement aux jeunes condamnés, entourés qu'ils seront de cadres parfaitement choisis. On peut regretter que les pronostics du rapporteur de la commission ne se soient pas justifiés, et il est malheureusement évident que loin d'être un agent moralisateur le contact des bataillons d'Afrique est la perte des malheureux qui ne sont pas corrompus complètement (1).

lois militaires antérieures, on les envoyait servir dans les régiments comme le reste du contingent ». A cette époque les jeunes condamnés incorporés étaient soumis à l'observation de leurs chefs qui en cas de mauvaise conduite les envoyaient aux compagnies de discipline après décision du ministre de la guerre.

Aujourd'hui d'après la loi de 1889 c'est la solution inverse qui est admise. Ainsi les jeunes condamnés sont incorporés aux bataillons d'Afrique et en cas de bonne conduite ils sont par décision ministérielle incorporés dans un régiment ordinaire.

La solution de la loi de 1872 était sans contredit préférable ; car elle évitait cette prévention qui s'attache toujours aux hommes ayant servi au bataillon d'Afrique.

(1). Voir ce que dit au sujet des bataillons d'Afrique M. Richard, député, dans sa proposition de loi tendant à modifier le code de justice militaire, à fixer le régime des compagnies de discipline, à réorganiser les services pénitentiaires de l'armée, et à transformer les bataillons d'infanterie légère d'Afrique en régiments. Annexe à la séance du 15 mars 1899.

La majorité des membres du Sénat fut sourde à la voix de M. Béranger, et cette assemblée, guidée par la crainte d'ailleurs fort compréhensible d'introduire dans l'armée un élément démoralisateur, maintint les dispositions de l'art. 5 de la loi de 1889.

Mais, si les éloquentes protestations de l'honorable sénateur ne purent faire écarter complètement l'article 5, tout au moins eurent-elles pour effet d'en restreindre beaucoup la portée.

Dans le projet primitif présenté par le gouvernement, le paragraphe 3 de l'art. 5 était en effet ainsi conçu : « Ceux qui ont été condamnés correctionnellement à trois mois de prison au moins pour outrage public à la pudeur, attentat aux mœurs prévus par les art. 330 et 334 du C. Pénal, à plus de trois mois de prison pour vagabondage, ou à 15 jours de prison pour vol, escroquerie, abus de confiance, sont incorporés au Bataillon d'Afrique. »

Après une première modification supprimant du texte de la loi, les vagabonds, et portant à 1 mois le taux de la condamnation nécessaire, pour l'envoi au Bataillon d'Afrique pour les délits de vol, escroquerie, abus de confiance, on arriva enfin à la rédaction définitive. M. Béranger avait proposé également lors de la deuxième délibération de la loi (Sénat, séance du 26 avril 1888, p. 609) pour atténuer la gravité de la disposition de l'art. 5, de décider que l'incorporation aurait lieu sauf décision contraire du Ministre

de la guerre rendue après enquête sur leur conduite depuis leur libération de prison. Cette addition qui avait été adoptée par la commission et votée par le Sénat (19 juin 1888, déb. parl. p. 962) fut repoussée par la Chambre des députés.

Puisque nous parlons à chaque instant de l'envoi au Bataillon d'Afrique examinons superficiellement leur composition avant et après 1889. L'infanterie légère d'Afrique a été créée par l'ordonnance du 3 juin 1832. Sa composition à ce moment était la suivante. Elle comprenait les militaires qui à leur sortie des compagnies de discipline avaient à terminer leur service dans l'armée, en plus elle comprenait aussi les hommes qui, condamnés correctionnellement avaient après l'expiration de leur peine ou leur pardon à terminer leur service.

D'après la circulaire du Ministre de la guerre, du 4 mars 1874, ils reçurent les militaires condamnés postérieurement à leur incorporation à une peine correctionnelle de plus six mois pour une peine purement militaire, et qui ont plus d'un an à passer sous les drapeaux, et enfin les hommes qui à raison des condamnations encourues se trouvaient dans le cas d'être envoyés aux compagnies disciplinaires des colonies mais qui ont moins de 18 mois de service à terminer (1).

(1) Pandectes Françaises, p. 536, N° 584, tome 8. — Voici

Avec la loi de 1889 nous savons quel est le contingent des Bataillons d'Afrique (1).

Ils comprennent aujourd'hui des appelés (art. 5) des engagés (art. 59). En plus les condamnés militaires pour délits de droit commun vont y finir leur temps et même pour délits militaires, lorsqu'ils sont rengagés. Cette réunion de condamnés si divers est loin d'être un milieu favorable au reclassement d'un homme. Et bien c'est à côté de ces récidivistes du vol et de l'escroquerie que l'on va envoyer le malheureux qui souvent presque un enfant a commis un des délits rentrant dans les termes de l'art. 5.

en outre en quels termes s'exprime M. Pierre Richard, député relativement aux Bataillons d'Afrique.

« Il faut mettre un terme aux promiscuités démoralisatrices, il faut détruire une organisation pitoyable qui influe directement sur l'augmentation de la criminalité en France, il faut que l'Etat se montre plus soucieux de l'avenir qu'il crée aux hommes des corps disciplinaires. »

(1) Larcher et Olier. — Les institutions pénitentiaires en Algérie. — Les Bataillons d'Infanterie légère d'Afrique ont été créés en 1832. Ils étaient primitivement composés d'engagés volontaires, d'ex-disciplinaires et de soldats condamnés avant leur entrée au service. Ils ont aujourd'hui un recrutement spécial : 1^o Les individus visés à l'art. 5. ; 2^o Les condamnés militaires qui ont subi dans les prisons ou les pénitenciers une peine d'emprisonnement pour délit de droit commun et ceux qui sortent des ateliers de travaux publics ; 3^o Des soldats des corps réguliers qui se trouvent envoyés aux bataillons d'Afrique à la suite de fautes disciplinaires soit par le Général de division sur l'avis du conseil de discipline, soit par décision propre du ministre de la guerre. Voir également le même ouvrage p. 217.

Pour remédier à ce déplorable état de choses, on s'est demandé souvent, s'il ne conviendrait pas de reculer de la limite de la minorité pénale à 18 ans c'est-à-dire jusqu'à l'âge de l'engagement volontaire de façon à permettre aux tribunaux de prononcer pour défaut de discernement et de faciliter ainsi aux jeunes gens l'engagement dans un corps ordinaire.

Lors du cinquième congrès pénitentiaire de Paris en 1895 (1) à la question : — En ce qui concerne les jeunes garçons ne convient-il pas de reculer la limite de la minorité pénale jusqu'à l'âge de l'engagement militaire ? — il fut répondu : — Il convient de fixer la limite de la minorité pénale à l'âge de 18 ans, à condition que les enfants envoyés dans une maison d'éducation correctionnelle après l'âge de seize ans ne seront pas confondus avec les autres.

M. H. Lefuel, dans un article intitulé : *Majorité pénale*, et où il examine l'opinion soutenue par M. Rivière au congrès de Saint-Petersbourg s'exprime ainsi : « Il est de l'intérêt général de reculer jusqu'à 18 ans l'âge de la minorité pénale. Il y a d'autant moins d'inconvénients à le faire que le juge n'étant pas enchaîné par la règle nouvelle aurait seulement la faculté de restreindre le nombre des malheureux qu'une peine doit perdre parfois irrévo-

(1) Congrès pénitentiaire de Paris, p. 266, 4^e section.

cablement (1). C'est sous l'empire de ces considérations que la majorité pénale a été fixée à 18 ans en Espagne, en Allemagne et en Danemarck et dans les cantons de Bâle, de Vaud et de Neuchâtel et par le projet autrichien ; à 20 ans dans les cantons du Tessin, par le code de Russie modifié par la loi du 27 octobre 1881 par le projet russe et par le code de la République de Saint-Marin. » (2)

Si cette solution était adoptée, elle permettrait d'éviter à bien des malheureux une vie de misère et de déshonneur.

Au cas où on se trouverait en présence de jeunes gens de 18 ans la solution préférable serait encore l'envoi dans une maison d'éducation correctionnelle. Mais, nous le savons, la maison d'éducation n'inspire pas à notre magistrature une grande confiance. Elle ne peut pas admettre cette injustice toute superficielle qu'un mineur acquitté comme ayant agi sans

(1) M. Lefuel, B. S. G. P. 1893, p. 761 et s. — « Dans les décisions judiciaires concernant l'enfance il y a deux choses à considérer : le reclassement et le châtement. Il convient de ne pas les mettre sur la même ligne. La société doit moins songer à punir le jeune coupable qu'à l'amender. En d'autres termes tout système de répression se lie en ce qui le touche aux systèmes d'éducation. Le magistrat qui apprécie et qui juge doit toujours agir envers des enfants, aussi dégradés qu'on les imagine, comme si la somme du mal pouvait toujours diminuer en eux, et la somme du bien s'accroître toujours.

(2) B. S. G. P. 1893, p. 761.

discernement soit enfermé pour un temps plus long qu'un mineur condamné. Aussi chose désastreuse pour l'avenir du mineur la voit-on distribuer des mois de colonies aux mineurs acquittés comme elle distribue des mois de prison aux mineurs condamnés. C'est ce que constate M. Lasserre, substitut du procureur général de Bordeaux, dans son discours de rentrée (1).

Dans le même ordre d'idées nous pouvons citer l'article de M. Adolphe Guillot (2) « observations pratiques au sujet des enfants traduits en justice. » M. Guillot ne cache pas que la condamnation des mineurs de 16 ans à de courtes peines d'emprisonnement lui paraît la plus dangereuse des mesures laissées à l'appréciation des juges.

Il ne semble même disposé à accepter l'envoi en correction dans les colonies pénitenciaires qu'à la condition de donner au régime de la correction une durée assez longue pour lui laisser le temps de transformer l'enfant. L'envoi en correction bien entendu, c'est-à-dire assez long, permet d'éviter au mineur (3)

(1) B. S. G. P. 1889, p. 559.

(2) B. S. G. P. 1891, p. 131 et suiv.

(3) M. Saleilles à son cours 1897-98 de la minorité, après avoir constaté le peu de valeur de la distinction entre mineurs acquittés et mineurs condamnés propose la solution suivante qui aurait l'immense avantage d'établir une sélection sûre entre les jeunes malfaiteurs au tempérament vicieux et ceux

le casier judiciaire où sont mentionnées les menues condamnations qui lui interdisent l'accès du régiment à l'âge de l'engagement volontaire.

dont la faute n'est qu'un accident et qui satisferait les exigences du service militaire et ceux de la répression.

« Toutes les mesures prises à l'égard des mineurs impliquent un système de reclassement progressif avec libération conditionnelle. Cette libération est provisoire, elle constitue un temps d'épreuve et si le temps d'épreuve s'achève sans que le libéré ait abusé de sa liberté, la libération devient définitive et la réhabilitation est acquise. De cette façon la sélection se fait non au jour de la condamnation mais par l'épreuve de la liberté. On aurait ainsi la loi Béranger des mineurs. Dans ces conditions je serais d'avis de prolonger jusqu'à 18 ans l'âge de la capacité restreinte ».

CHAPITRE II

Lorsque les dispositions de la première partie de la loi Bérenger furent entrées dans la pratique judiciaire, les tribunaux prononcèrent le bénéfice du sursis en faveur des jeunes prévenus n'ayant pas accompli leur service militaire, espérant ainsi concilier les besoins de la répression et ceux de leur avenir. C'est en effet pour cette catégorie de prévenus que le sursis offre sa plus grande utilité. Lorsque on se trouve en présence de jeunes gens, ce sont généralement des délinquants primaires. Ce que l'on veut par conséquent en prononçant le sursis c'est éviter aux condamnés le contact démoralisateur de la prison, c'est le soustraire à la contagion et à l'infamie. Si on s'en fût tenu à l'esprit de la loi de 1891, il est certain que le jeune homme condamné avec bénéfice du sursis, peut-être à la veille de terminer le temps d'épreuve imposé par la loi, devrait être placé dans la situation la plus favorable à son amendement, par conséquent assimilé purement et simplement aux jeunes gens dont le casier judiciaire

est intact. Il n'en fut cependant rien et en contradiction avec la loi Béranger, le ministre de la guerre les tint pour condamnés et comme tels les envoya aux bataillons d'Afrique. Pour légitimer cette solution, il s'appuyait sur les dispositions du paragraphe 2 de l'art. 2 de la loi du 26 mars 1891 disant que la suspension ne s'applique pas aux pénalités accessoires. Or, nous savons d'après les précédents de la loi de 1891, quel sens il faut donner à cet article et quel genre d'incapacité il avait en vue (1).

C'était surtout au point de vue de l'engagement

(1) M. Béranger lors de la discussion sur le recrutement de l'armée coloniale (Sénat, séance du 12 avril 1892, p. 451). « Il suffit en effet pour se convaincre que le mot incapacité a reçu une interprétation contraire à l'esprit de la loi de 1891 de se reporter à la discussion devant le Sénat qui l'a fait introduire dans la loi. Permettez-moi une très courte explication à cet égard. La Commission proposait à l'imitation de ce qui se passe en Belgique que les incapacités fussent suspendues en même temps que la peine.

Notre honorable collègue M. Demôle a fait observer, et cet argument a saisi le Sénat, qu'un homme condamné la veille pourrait ainsi se présenter devant un collège électoral, y exercer ses droits, et même y poser sa candidature, qu'il pourrait aspirer à une fonction publique. Et c'est sur ces considérations très graves, je le reconnais, que le Sénat s'est rendu à son opinion. Mais par les exemples mêmes qui ont été donnés, il est manifeste que par incapacité on n'a entendu que l'incapacité politique et celle d'exercer des fonctions publiques et qu'on n'a pas eu le moins du monde l'idée de laisser peser sur ces condamnés en quelque sorte pardonnés les deux conditions faites par la loi du recrutement aux condamnés ordinaires.

volontaire que la question offrait son plus grand intérêt.

L'engagement c'était l'oubli du passé, le reclassement avec une nouvelle vie qui s'offrait au jeune condamné. On avait d'autant moins de raisons de leur refuser cette faveur qu'un grand nombre d'entre eux à qui l'accès anticipé des corps réguliers était refusé, y étaient incorporés lors de l'appel de leur classe grâce au peu de gravité de leur condamnation ne rentrant pas dans les termes de l'art. 5. En raison, l'enrôlement et l'engagement des jeunes condamnés avec sursis se justifiait on ne peut mieux. Comment voilà des jeunes gens, condamnés primaires, mais d'une façon toute morale, n'ayant pas fait leur peine, à qui on a voulu éviter la flétrissure de la prison, et à qui on va infliger trois ans de bataillon d'Afrique, c'est-à-dire une peine incontestablement plus grave que celle qu'on a voulu leur éviter. On va les verser malgré l'intérêt qu'ils méritent au milieu de gens dont la moralité ne vaut pas mieux que celle de la clientèle ordinaire des prisons. C'est vouloir leur perte, c'est leur infliger une peine hors de toute proportion.

Une conséquence de la plus haute gravité résulte en outre de cet envoi. En mettant les choses au mieux, et en supposant que les malheureux envoyés au Bataillon d'Afrique parviennent à achever leur temps de service sans accident ces jeunes hommes

qui au bout de cinq ans, auraient vu leur peine effacée de leur casier judiciaire tomber à jamais dans l'oubli, la verront au contraire connue de tous.

Personne n'ignore en effet que le livret militaire suit l'homme jusqu'à 45 ans. Eh bien ! ce livret équivaldra à lui seul à un casier judiciaire et aura les mêmes conséquences que lui, c'est-à-dire qu'il contribuera à faire de son détenteur un déclassé et souvent un malfaiteur dangereux (1).

Aussi devant des conséquences semblables y eut-il un mouvement général pour demander l'extension normale des effets de la loi Bérenger.

L'honorable sénateur lui-même après plusieurs démarches infructueuses auprès du ministre de la guerre adressa en juillet 1891 au président de la commission de l'armée coloniale, une lettre (2) dans laquelle il lui soumet quelques observations au sujet du sort des jeunes condamnés correctionnels. Nous croyons dit-il, que la loi de 1889 a commis une véritable faute en ordonnant la réunion de tous les éléments pervertis dans un même corps. La plupart des jeunes gens qui ont commis une faute avant l'âge de la majorité peuvent être sauvés à la condition d'être séparés des fréquentations perverses qui le plus souvent ont causé leur chute et d'être soumis à une bonne

(1) Voir ce que dit M. H. Lefuel. Minorité pénale. B. S. G. P. 1893, p. 761.

(2) B. S. G. P. 1891, p. 969.

discipline morale. Il souhaite en terminant que les dispositions de la loi de 1889 (art. 5. 59) ne soient pas reproduites dans la nouvelle loi qui paraîtra relativement à l'armée coloniale, et même qu'il soit dit explicitement que l'engagement sera permis aux condamnés correctionnels dans les termes de l'art. 5, c'est-à-dire au condamné à trois mois et en outre que la même faveur soit admise même pour les condamnés à plus de trois mois qui ont bénéficié des dispositions de la loi du 26 mars 1891 (1), et n'ont été en somme frappés que d'une condamnation conditionnelle que leur bonne conduite prolongée pendant cinq ans peut faire disparaître (2).

(1) M. Saleilles loc cit. B. S. G. P. mars 1897, *L'engagement des condamnés*, s'exprime ainsi au sujet de cette limite de trois mois fixée par l'art. 5. Au point de vue de la pratique judiciaire on considérerait qu'il se fait parfois un abus du sursis. On le voit s'adjoindre à de très grosses condamnations ; ne semble-t-il pas qu'il y ait contradiction entre la gravité du fait que laisse supposer une condamnation à long terme et la présomption de faveur ou d'intérêt individuel qu'implique l'obtention du sursis ? En tous cas il semble qu'il y ait dans les usages de nos tribunaux une limite qui serve de frontière entre deux groupes de condamnés, ceux qui peuvent mériter encore quelque intérêt et ceux qui véritablement n'en méritent aucun et cette limite serait paraît-il, le chiffre de trois mois de prison. En deça on comprend que l'armée ouvre ses rangs c'est ce que fait déjà l'art. 5 de la loi de 1889 ; au delà véritablement qu'il y ait sursis ou non ce serait risquer beaucoup trop.

(2) MM. Robin, président de la société de patronage des prisonniers libérés protestants et Steeg, ancien député, président de la société centrale de patronage des libérés se sont associés à la demande de M. Bérenger.

Un peu plus tard, au Sénat (1), lors de la discussion du projet d'armée coloniale, M. Bérenger reprit la thèse qu'il avait exposée sommairement au président de la commission. Faisant remarquer l'anomalie qui existe dans notre loi de 1889, qui exclut du bénéfice de l'engagement dans des corps réguliers, des jeunes gens qu'elle accepte plus tard lors de l'appel, il indique à quelle source on pourrait puiser pour alimenter l'armée coloniale. A l'argument tiré de leur jeune âge, M. Bérenger répondit que rien n'empêchait de faire contracter à ces jeunes gens des engagements à long terme de 4 ou 5 ans et même plus ; ceux qui ont réellement l'intention de racheter leur faute accepteront toutes les conditions qui leur seront faites. Revenant en outre sur les dispositions de la loi de 1891, il fait remarquer l'erreur commise à l'égard des jeunes condamnés avec sursis (2). Le

(1) Sénat, séance du 12 avril 1892, p, 451.

(2) B. S. G. P., 1897, l'engagement des condamnés, p. 502, note 1. — C'est ce qui avait causé devant la Chambre l'échec de la proposition de M. Bérenger, cependant votée par le Sénat en 1893. C'est que en dehors des bénéficiaires du sursis, on proposait de faire entrer dans l'armée, après enquête il est vrai et sur autorisation de l'administration militaire, les condamnés de droit commun condamnés à plus de trois mois même pour délits spécifiés à l'art. 5 de la loi de 1889. On considérait l'armée comme une sorte d'établissement d'éducation correctionnelle. On comprend qu'elle se soit révoltée. C'est un point de vue que la nouvelle proposition de loi, celle de M. Dussaussoy a entièrement repoussé, et dont, pour notre part, sous cette forme tout au moins, nous ne voulons à aucun prix.

projet d'armée coloniale n'eut du reste pas de suite.

M. Béranger n'abandonna pas pour cela la tâche entreprise, et le 13 juillet 1893, le Sénat vota en première lecture, un projet de MM. Béranger, J. Simon, Goin et Thézard tendant à modifier les art. 5 et 59 de la loi du 15 juillet 1889 et qui avait reçu l'approbation du ministre de la guerre. D'après ce projet les condamnés avec bénéfice du sursis, quel que fut d'ailleurs le taux de la condamnation étaient placés au point de vue de l'enrôlement et de l'engagement sur le même pied que les jeunes gens au passé intact. De plus, et c'est ce qui amena sa chute, le projet admettait l'enrôlement et l'engagement dans des corps ordinaires, des condamnés sous bénéfice du sursis, même à plus de trois mois pour les délits spécifiés à l'art. 5, après enquête et sur autorisation de l'administration militaire.

Une foule de vœux émis de toutes parts vinrent fortifier de leur autorité la solution proposée à la question. Au Conseil général de la Seine, le 20 mai 1895 (1), M. Clairin proposa d'émettre un vœu en faveur de la proposition de loi de M. Béranger déjà votée par le Sénat. Dans un exposé fortement motivé de la question et où il passe en revue toutes les raisons que nous avons examinées, il combat les conclusions du rapport défavorable du général Riu,

(1) B. S. G. P., juin 1895, p. 909.

rapporteur de la commission de l'armée à la Chambre des députés (1). Le vœu de M. Clairin fut adopté et transmis au président de la Chambre des députés. En voici la teneur : Le Conseil général émet le vœu que le projet de loi voté par le Sénat les 13 et 21 juillet 1893 soit mis dans le plus bref délai possible à l'ordre du jour de la Chambre des députés et voté par elle dans son intégralité.

Un peu plus tard, le 2 décembre 1895 (2), le conseil municipal de Paris, sur la proposition de M. Grébauval, adopta le vœu suivant : « Le conseil, considérant que la loi dite loi Béranger, en suspendant l'effet du jugement au profit de ceux à qui on l'applique, ne saurait être interprétée dans un sens contraire par l'autorité militaire, délibère : M. le préfet de la Seine est invité à faire d'urgence le nécessaire auprès de qui de droit pour que les jeunes gens appelés sous les drapeaux après condamnation, lorsque l'application leur fut faite de ladite loi, ne

(1) Le général Riu s'étonnait que l'on redoutât pour les condamnés la honte et le danger des contacts déshonorants et il ajoutait exagérant peut être un peu le point de vue de délicatesse envers l'armée : — Mais on n'a pas peur d'introduire dans nos régiments, d'imposer aux jeunes gens honnêtes, aux enfants de loyales familles venues de la campagne au sortir de l'atelier, la vie en commun avec des gens qui ont été frappés par la loi pénale. C'était du reste la raison principale invoquée en 1889 lors de la discussion de la loi militaire.

(2) B. S. G. P., 1895, p. 1411.

soient point dirigés vers les Bataillons d'Infanterie Légère d'Afrique ».

En 1892 la société générale des prisons (comité de défense) avait déjà émis un vœu d'ailleurs très étendu, et tendant :

1° A ce que les engagements volontaires soient admis sans envoi dans les Bataillons d'Afrique dans les conditions de l'art. 5 de la loi du 15 juillet 1889.

2° Que faculté soit donnée au ministre de la guerre de dispenser les engagés ou les appelés condamnés à plus de 3 mois pour délits prévus par l'art. 5 de l'envoi dans les bataillons d'Afrique par décision rendue après enquête sur la conduite du condamné après sa libération.

3° Que la sollicitude du ministre de la guerre soit appelée sur la situation des jeunes soldats condamnés avant l'âge de 16 ans pour délits prévus par l'art. 5 de la loi du 15 juillet 1889 afin qu'ils puissent être, après enquête, placés dans des compagnies et dans des résidences spéciales (1).

La demande, on le voit, était extrêmement vaste et de nature à effrayer les partisans des dispositions de la loi de 1889. Aussi, lorsque la question fut soulevée de nouveau en 1896 devant la société générale des prisons, saisie des propositions de M. Léveillé sur « l'engagement militaire des condamnés correctionnels des-

(1) B. S. G. P., 1892 — p. 644.

tinés à être employés hors du territoire continental de la République dans des corps spéciaux (1) —, on put se demander avec raison s'il ne convenait pas de limiter aux jeunes gens, condamnés à trois mois au maximum, l'extension demandée de la loi de 1891. Comme le constate M. Saleilles dans son très intéressant article — l'engagement des condamnés — (2) il faut considérer qu'il se fait parfois un abus du sursis au point de vue de la pratique judiciaire. Il est en effet certain que si l'on peut considérer comme intéressants des gens ayant encouru des peines variant de 15 jours à trois mois de prison avec bénéfice du sursis, ceux qui ont encouru des condamnations parfois de beaucoup supérieures avec le même bénéfice le sont beaucoup moins et leur contact peut donner lieu à des craintes sérieuses.

Cependant limiter aux condamnés à trois mois au maximum la faveur de l'enrôlement et de l'engagement dans un corps ordinaire pouvait sembler une faveur bien minime si on considère que la loi de 1889 admet déjà l'enrôlement dans ces conditions. Mais la question était surtout intéressante au point de vue de l'engagement car nous le savons, une peine quelconque pour l'un des délits spécifiés à l'article 5, fût-ce l'amende, faisait obstacle à l'engagement dans un régiment ordinaire.

(1) B. S. G. P., juillet 1896 et décembre 1896.

(2) B. S. G. P., mars 1897.

A ce moment là était déjà déposé le projet de M. Dussaussoy qui avait été l'objet d'un vote favorable de la part de la commission de l'armée et concluait à l'assimilation pure et simple au point de vue de l'enrôlement et de l'engagement, des condamnés avec sursis quel que fut le taux de la condamnation aux jeunes gens sans tache. Aussi les vœux de la société générale des prisons allant même plus loin que le projet de M. Dussaussoy, et considérant l'anomalie qui fait que le condamné primaire sans bénéfice du sursis sera enrôlé lors de l'appel dans un régiment ordinaire tandis qu'il ne peut s'engager que dans un bataillon d'Afrique, demandèrent-ils pour ce dernier la faveur de l'engagement (1).

(1) M. Saleilles. — B. S. G. P. mars 1897. — Nos vœux pouvaient se formuler de la façon suivante :

1° Les individus qui auront obtenu le bénéfice du sursis de la loi du 26 mars 1891 devront être considérés au point de vue militaire, et sous le rapport soit des conditions de l'engagement volontaire soit de celles de l'incorporation lors de l'appel, soit enfin de l'accomplissement des périodes de réserve et à l'exception des exclusions de l'art. 4, parag. 2 de la L. du 15 juillet 1889 qui restent maintenues comme n'ayant jamais subi de condamnation quelle que soit l'infraction commise et quels que soit le taux et la nature de la condamnation.

2° Les individus condamnés à l'amende pour l'un des délits spécifiés à l'art. 5 parag. 2 de la loi du 15 j. 1889 et qui n'auraient pas obtenu le sursis du 26 mars 1891 pourront à condition qu'il s'agisse de condamnés primaires être admis à contracter un engagement volontaire dans l'armée régulière dans les termes du droit commun et sans qu'on puisse excepter de leur condamnation.

3° Les individus condamnés à la prison pour l'un des dé

A peu près à la même époque, M. Dussaussoy, plus restreint dans sa demande, avait déposé à la Chambre des Députés un projet de loi ainsi conçu :

Les articles 5-48, parag. 10 et 59 de la loi de 1889, ne s'appliquent pas aux hommes qui auront bénéficié de la loi du 26 mars 1891 (1).

Puisque nous en sommes arrivés là, il faut signaler avec M. Dussaussoy l'anomalie qui existait entre la loi de 1889 et celle de 1891. Un jeune homme condamné avec sursis et envoyé au Bataillon d'Afrique voyait au bout de cinq ans sa peine effacée, disparue à tout jamais. Malgré cela, en vertu de l'art. 48, parag. 10, ces hommes qui ont accompli leur service militaire au Bataillon d'Afrique, mais qui s'ils avaient encore à l'accomplir à ce moment là n'y auraient pas été envoyés, seront lors de leur passage dans la

lits spécifiés au même art. 5 parag. 2, mais à moins de trois mois et qui n'auraient pas obtenu le sursis de la loi du 26 mars 1891 pourront être admis à condition qu'il s'agisse de condamnés primaires à contracter un engagement volontaire dans l'armée régulière et dans les termes du droit commun si ce n'est que l'engagement devra être contracté pour une période de 5 ans et sans qu'on puisse exciper de leur condamnation.

4° Les individus qui avant leur entrée dans l'armée régulière auront été condamnés à la prison avec ou sans sursis pourront à la première faute grave emportant un minimum de 30 jours de prison et sur la proposition du chef de corps, être renvoyés par décision ministérielle aux Bataillons d'Afrique ou dans les corps spéciaux qui pourraient leur être substitués.

(1) Chambre des Députés, séance du 18 juin 1896, p. 974. Annexe 1939, p. 571.

réserve affectés aux mêmes bataillons. En temps de paix, ils accompliront leurs périodes d'exercice dans des compagnies spécialement désignées et seront par conséquent assimilés à des récidivistes (1).

La loi du 1^{er} mai 1897 vint enfin donner satisfaction à l'opinion publique et trancha la question dans le sens de l'assimilation la plus large des bénéficiaires du sursis aux jeunes gens sans antécédents. Mais, guidée par cette remarque déjà faite par M. Bérenger lors de la discussion de l'armée coloniale, que les condamnés qui ont la ferme intention de se reclasser accepteront toutes les conditions qui leur seront faites, elle n'autorise les engagements des bénéficiaires du sursis que pour 4 ou 5 ans. En plus, et comme correctif nécessaire pour ne pas se trouver

(1) Il n'est peut-être pas inutile de signaler la proposition de loi tendant à réduire à 3 ans le délai du sursis accordée par la loi Bérenger, présentée par M. Léon Mougeot (Chambre des Députés, séance du 1^{er} juin 1896, annexe 1910, p. 435). Si cette proposition de loi eût été votée, elle eût sans doute apporté une amélioration au sort des jeunes condamnés. Avec ce système, en effet, un grand nombre de jeunes gens condamnés avec bénéfice du sursis auraient accompli le temps d'épreuve imposé par la loi, achevé avant l'âge de l'appel sous les drapeaux et auraient eu leur casier intact. Il faut constater, en effet, que la loi de 1891 dispose que le condamné avec bénéfice du sursis sera réhabilité au bout de cinq ans, tandis que d'après les règles du droit commun, un condamné à qui ses antécédents ont empêché d'obtenir la même faveur, pourra demander et obtenir sa réhabilitation trois ans environ après sa condamnation.

désarmée, la nouvelle loi dispose qu'en cas d'inconduite grave pendant leur séjour sous les drapeaux, ces hommes pourront être, sur la proposition de leur chef de corps et par décision ministérielle, envoyés au Bataillon d'Afrique (1).

Les méfiances du Parlement à l'encontre des jeunes gens qui n'ont pas bénéficié du sursis ne sont pas tombées, et les vœux beaucoup plus larges que la loi du 1^{er} mai 1897 n'ont pas été couronnés de succès. On peut surtout regretter que le législateur de cette époque n'ait pas cru devoir étendre la faveur des dispositions de la nouvelle loi aux jeunes gens condamnés seulement à l'amende pour les délits

(1) Loi du 1^{er} mai 1899, art. unique. — L'art. 5 et les trois derniers paragraphes de l'art. 48 de la loi du 15 juillet 1889 ne s'appliquent pas aux hommes qui auront bénéficié de la loi du 26 mars 1891.

Les conditions prescrites aux paragraphes 3 et 4 de l'art. 59 de la loi du 15 juillet 1889 ne sont pas exigées des hommes ayant bénéficié de la loi du 26 mars 1891, qui contractent des engagements volontaires de 4 ou 5 ans.

En cas d'inconduite grave pendant leur présence sous les drapeaux, ces hommes pourront, sur la proposition de leur chef de corps et par décision ministérielle, être envoyés au Bataillon d'Infanterie légère d'Afrique ou en temps de paix à des compagnies spécialement désignées pour accomplir leurs périodes d'exercice.

Les inscrits visés au parag. 2 de l'art. 7 de la loi du 24 décembre 1896 bénéficieront des dispositions du présent article et peuvent également, en cas d'inconduite grave, recevoir par décision ministérielle une destination disciplinaire dans les mêmes conditions que les hommes du recrutement,

spécifiés à l'art. 5 de la loi du 15 juillet 1889, mais sans bénéfice du sursis. Ce que l'on voulait éviter surtout par les dispositions des articles 5 et 59 c'était le contact des jeunes gens honnêtes avec ceux ayant passé par la prison. Or, les condamnés à l'amende même sans bénéfice du sursis, n'ont pas passé par ce lieu démoralisateur et leur faute est bien minime et puis ces jeunes gens ne seront-ils pas lors de l'appel de leur classe versés dans des corps ordinaires ? La même remarque peut du reste être faite à propos de ceux qui ont été condamnés à la prison sans bénéfice du sursis mais à moins de trois mois pour les délits prévus à l'art. 5 paragraphe 2. Il est vrai que leur passage en prison aura pu laisser sur eux des traces de corruption et les craintes du législateur sont mieux justifiées pour cette dernière catégorie. Et pourtant, si on songe que souvent quelques mois après ils seront versés dans des corps ordinaires où on les retrouvera plus corrompus qu'au moment où on leur a refusé l'engagement volontaire on se demandera si leur exclusion de ce bénéfice a vraiment un caractère d'utilité pratique. La seule raison qui présente quelque valeur est celle de la protection due aux jeunes gens sans taches dont beaucoup ne demandent pas mieux que de s'engager. Cette dernière raison perd même une partie de sa valeur si nous nous rappelons que comme correctif à la faveur qu'on leur accordait, l'engagement n'était

ouvert au jeune condamné que pour un long délai 5 ans et même plus, et si nous envisageons que pour contracter un engagement aussi long, pour aliéner ainsi une partie de leur jeunesse, il fallait que ces jeunes gens eussent une envie bien arrêtée de se reclasser, de revenir au bien.

CHAPITRE III

C'est surtout au point de vue du reclassement des jeunes condamnés que l'engagement présente une si grande importance. Qu'on veuille bien considérer un instant le sort du malheureux qui bien souvent pour une faute de jeunesse, alors qu'il était encore presque un enfant a subi quelques jours de prison. Veut-il si vraiment sa faute n'est qu'un accident, une défaillance commise sous une influence passagère et non pas le résultat d'un naturel vicieux, chercher du travail ? Bien souvent il n'en trouvera pas et y réussirait-il, sa faute serait vite connue et la rue s'offrirait de nouveau à lui avec ses conséquences déplorables. Avec l'engagement au contraire quelle différence. L'armée il est vrai n'est pas un établissement à l'usage des jeunes condamnés, mais il ne faut pas oublier qu'ils seront noyés parmi l'élément honnête. Et puis à l'âge de l'engagement volontaire l'homme n'est pas encore complètement formé, complètement mûr, il est encore assez malléable pour

que les circonstances environnantes puissent produire leur effet sur lui ; bonnes, elles contribueront à le rendre bon, mauvaises elles le rendraient pire, Particulièrement surveillés mais sans prévention les jeunes dévoyés versés au régiment ne tarderont pas à devenir des soldats parfaits, utiles à leur pays, et y puiseront pour le reste de leur vie des principes d'honneur et des goûts plus conformes à la vie sociale.

C'est par ces considérations que se sont laissés guider tous les hommes qui ont assumé la noble tâche de reclasser, de rendre au cours normal de la vie les jeunes condamnés à qui cette condamnation constitue malgré leur jeune âge un passé qui les suit et tend à les faire descendre au dernier échelon de la société.

Le 27 avril 1888 à Grosvenor-House dans l'hôtel et sous la présidence du duc de Westminster, M. Félix Voisin président de la société de protection des engagés volontaires élevés dans des maisons d'éducation correctionnelle prononça un discours, où il expose avec toute l'ardeur qu'il met à poursuivre son œuvre humanitaire l'excellent moyen qui est l'engagement volontaire pour reclasser les jeunes gens à leur sortie des établissements correctionnels.

« Que voulez-vous, dit-il, que fassent ces malheureux jeunes gens au moment où ils quittent l'établissement dans lequel ils ont été élevés ? Je suppose

qu'ils aient du courage, qu'ils veuillent achever leur réhabilitation par le travail ; ils se présenteront chez un patron. ils demanderont à travailler pour vivre, et la question toute naturelle qui leur sera infailliblement posée sera celle-ci : d'où venez-vous ? — question redoutable et à laquelle il leur sera impossible de faire une réponse satisfaisante. Mais les jeunes gens qui sont acquittés comme ayant agi sans discernement, n'ont pas de condamnation, ils n'ont pas de casier judiciaire ! A 21 ans, comme tous les autres citoyens français, ils tireront au sort et paieront leur dette à la patrie. Pourquoi donc attendre pour payer cette dette l'âge de 21 ans alors qu'il est constant que c'est la période de 18 à 21 ans qui est fatale pour eux. » (1)

Il est certain que le seul remède à apporter au relèvement des mineurs condamnés, est à l'heure actuelle l'engagement volontaire. Ce qu'il faut donc éviter à tout prix c'est la constitution d'un casier judiciaire, c'est l'octroi de ces courtes peines pernicieuses pour l'avenir du mineur. Quoique la question présente moins d'intérêt à l'heure actuelle qu'avant 1897, il est certain que l'envoi en correction vaudrait encore mieux lorsqu'il s'agit de mineurs que la condamnation même avec bénéfice du sursis ; car avec cet envoi, on évite cette période de liberté qui

(1) B. S. G. P. 1888, p. 699.

précède l'âge de l'engagement volontaire, période pendant laquelle le jeune condamné a tous les moyens de se perdre (1). Mais nous l'avons déjà constaté la magistrature ne comprend pas les choses de cette façon et elle considère la maison d'éducation correctionnelle comme la prison elle-même, elle ne fait aucune différence entre les deux.

Écoutons ce que dit à ce sujet M. Rivière (2) : « Combien raisonnent faussement les magistrats qui mus par une pitié mal placée hésitent à renvoyer jusqu'à 18 ou 20 ans l'enfant abandonné ou coupable. Et dire qu'ils préfèrent souvent lui infliger 8 jours de prison et un casier croyant être moins rigoureux, plus humains qu'en renvoyant en correction jusqu'à 19 ans ! Le renvoi jusqu'au jour où il ne peut plus échapper à la loi militaire, c'est le salut pour le libéré. Le service lui refait une virginité judiciaire ; il y trouve une garantie pour son patron, un titre à sa confiance, un antécédent honorable pour son placement.

L'engagement volontaire voilà le salut aussi bien d'ailleurs pour les jeunes gens condamnés, que pour

(1) Voir du reste ce que disent au sujet de la maison d'éducation correctionnelle : M. Saleilles à son cours de droit pénal et voir aussi l'art. paru B. S. G. P. p. 381, casier judiciaire des mineurs.

(2) B. S. G. P. 1888, p. 10. — Voir également B. S. G. P. 1889, p. 132 et B. S. G. P. 1891, p. 55.

ceux détenus dans des maisons d'éducation correctionnelle.

Les chiffres donnés par la société de protection des engagés volontaires sont des plus éloquents et rendent chimériques les craintes de contagion du mauvais exemple.

Prenons du reste quelques statistiques de la société de protection des engagés volontaires élevés dans des maisons d'éducation correctionnelle et dont la valeur morale est sensiblement la même que celles des jeunes condamnés.

Au 31 décembre 1887 sur 673 patronnés voici comment se répartissaient les grades et emplois et les notes de conduite (1).

Sous-lieutenant.....	1
Sous-chef de musique.....	1
Adjudants.....	3
Sergents-majors.....	7
Maréchaux des logis et fourriers..	5
Sergents, sergents - fourriers et seconds maîtres.....	32
Brigadiers, brigadiers-fourriers et caporaux.....	81
Simple soldats.....	491
Matelots.....	52
	673

(1) B. S. G. P. 1888, p. 699.

Notes de conduite :

Excellents sujets.....	228
Bons sujets.....	294
Conduite passable.....	81
Conduite médiocre.....	70

Au 31 décembre 1890, sur 639 jeunes détenus engagés dans l'armée de terre ou de mer on compte(1) :

Sous chefs de musique.....	1
Adjudants.....	3
Sergents majors.....	3
Maréchaux des Logis, Maréchaux des Logis fourriers.....	7
Sergents, Sergents fourriers et se- conds maîtres.....	42
Brigadiers.....	8
Caporaux, Caporaux fourriers et quartiers maîtres.....	76
Musiciens.....	28
Tambours.....	6
Clairons.....	17
Trompettes.....	5
Moniteurs de gymnastique.....	5
Prévot d'escrime.....	1
Tailleurs.....	10
Cordeonniers.....	8

(1) B. S. G. P. 1891 — p. 780.

Armuriers.....	1
Professions diverses.....	22
Equipage de la flotte.....	67
Soldats.....	329

Notes de conduite

Conduite très bonne (excellents sujets.....	236
Bonne.....	288
Passable.....	74
Médiocre ou mauvaise.....	44

Au 31 Décembre 1891 la progression est la même et cet état très satisfaisant se maintient (1).

En présence des résultats excellents qui nous sont révélés par les sociétés de patronage on peut se demander s'il n'y aurait pas lieu d'étendre les termes de la loi 1897 et de reprendre les propositions présentées par M. Leveillé (2).

Nous l'avons déjà vu M. Leveillé groupait les condamnés correctionnels en deux catégories : Ceux qui étaient vraiment intéressants et ceux qui l'étaient moins, mais qui cependant ne méritaient pas d'être perdus à tout jamais. Pour les premiers comme nous le savons la loi de 1897 a donné satisfaction à l'opinion non seulement de l'honorable professeur mais encore à celle de tout le monde. Mais où, sui-

(1) B. S. G. P. 1892. page 825.

(2) B. S. G. P. 1896. N^{os} de Juillet et de Décembre.

vant son expression même, il devient un hérétique c'est lorsqu'il aborde la question des condamnés non intéressants. « Parmi les condamnés correctionnels, dit-il, qui n'ont obtenu ni sursis ni grâce, il en est qui ont conservé de l'énergie et qu'on pourrait encore sauver, qu'il faut essayer de sauver. Il en est parmi ces jeunes gens plusieurs certainement qui ne craindraient pas parce qu'ils ont horreur de la prison, de changer leur année de prison contre deux années d'embrigadement militaire. Si donc nous trouvons parmi les condamnés correctionnels des hommes acceptant de se soumettre à la discipline militaire qui vaut bien la discipline pénitentiaire comme fermeté, si nous trouvons, dis-je, des hommes qui sollicitent la conversion de leur peine, j'estime moi, qu'il faut leur tendre la main.

Non pas que nous devions les accueillir les yeux fermés, nous devons au contraire examiner les cas. Cette conversion au surplus ne serait pas un droit pour les condamnés, non il faudrait que l'autorité publique intervint et statuât ; je n'entends pour mon compte exonérer ces hommes de la prison qu'à la condition qu'ils s'engagent. Mais où doivent-ils s'engager ? »

C'est alors que M. Leveillé propose la création de corps spéciaux destinés à servir hors du territoire continental de la République et qui seraient des auxiliaires inférieurs de l'armée coloniale.

Ce qu'on veut organiser c'est la création d'un sursis conditionnel. Écoutons d'ailleurs ce que dit à ce sujet M. Saleilles ;

« Le sursis de la loi de 1891 s'adresse à ceux que le tribunal a jugé dignes d'intérêt sans restriction ni réserve ; mais entre ceux-ci et les autres, il peut y avoir ce que l'on pourrait appeler les douteux ; ceux à qui les magistrats voudraient bien éviter la prison, parce que ce ne sont pas encore des corrompus à fond et que cependant ils ne jugent pas complètement dignes de la liberté ; et surtout ils ont peur de l'usage qu'ils pourraient en faire, ils craignent de les voir revenir à leurs mauvaises habitudes ; ils voudraient tout en leur évitant la prison, pouvoir les arracher immédiatement à leur milieu et les soumettre sans transition à un régime de forte discipline qui fut pour eux une sauvegarde. Dès lors pourquoi donc ne pas subordonner la suspension de la peine à un engagement militaire qu'ils consentiraient à contracter ? C'était la thèse du sursis conditionnel » (1).

Le juge serait autorisé dans les cas où il se trouve en présence de jeunes gens ayant à accomplir leur service militaire à brève échéance et pour qui le sursis à l'exécution de la peine paraît une faveur exagérée, à leur dire : Vous avez mérité une peine que le tribunal estime valoir tant de mois de prison.

(1) L'engagement des condamnés 1897, p. 503.

Mais comme vous êtes un délinquant primaire, comme vous avez votre service militaire à accomplir sous peu de temps et que la mention de cette peine sur votre casier judiciaire aurait comme conséquence de vous envoyer au Bataillon d'Infanterie légère d'Afrique, voici ce que nous vous proposons : Vous allez contracter un engagement volontaire dans un régiment ordinaire pour un temps que nous fixons à cinq années, moyennant quoi nous prononcerons en votre faveur le bénéfice du sursis. Si vous ne voulez pas accepter, vous accomplirez votre temps de prison et vous en subirez toutes les conséquences.

Voilà le sursis conditionnel, tel que nous le comprendrions à l'heure actuelle ; l'engagement aurait lieu dans un corps ordinaire et non, comme le proposait M. Léveillé, dans un corps spécial. Que l'on classe en effet les Bataillons d'Afrique en paquets de condamnés et non réunis sans distinction, l'esprit en sera toujours le même et la réunion de condamnés, fût-ce par groupes, le milieu ne changera pas, ce seront toujours des condamnés. Ce qu'il faut avec le sursis conditionnel, si l'on veut vraiment reclasser les individus qu'on en fait bénéficier, c'est l'engagement dans l'armée régulière, dans l'armée coloniale si on veut, car les hommes qui la composent, presque tous rengagés, sont des hommes et non presque des enfants comme dans les régiments ordinaires. Qu'on ne nous parle pas des dangers de corruption que

pourrait offrir la réunion de cet élément légèrement taré et de l'élément sain. M. le lieutenant d'artillerie Guieysse s'explique ainsi à cet égard : « Dans ce qui touche à la législation militaire, il ne faut donc pas à mon avis exagérer l'opinion qu'on doit trouver dans le sentiment d'honneur, quelques grands que soient les efforts que font les officiers pour le faire entrer dans l'esprit de la masse. Il faut seulement considérer que le service militaire est une charge sociale fort lourde, et je trouve que les individus qui ont bénéficié de la loi Béranger sont en situation de la supporter comme tous les autres et dans les mêmes conditions.

« J'ajoute que, en ce qui me concerne comme officier, je verrais très volontiers venir dans ma batterie de telles gens ; et que non-seulement je ne verrais aucun déshonneur à les commander, mais que je trouverais un très grand intérêt dans mon devoir de les éduquer et de les aider à effacer une faute ancienne (1).

« La question de la promiscuité à la caserne ne doit pas effrayer ; souvent quand on demande à un soldat paysan ou même ouvrier, comment s'appelle un camarade de la chambrée voisine, il ne le sait pas.

« Quant aux fils de la bourgeoisie qui sont dans

(1) Voir un article dans cet esprit paru dans la Revue des Deux Mondes : Le rôle social de l'officier, n° du 15 mars 1891.

l'armée et qui s'isolent moins, aux dispensés que l'infanterie reçoit en grand nombre, il n'y a pas plus à craindre que pour les autres ; certains contacts leur seront désagréables, mais ils ne seront nullement dangereux, d'abord à cause de la camaraderie qui se crée dans les groupes formés pour leur instruction spéciale, et surtout à cause de l'éducation qu'ils auront reçue et qui leur aura affermi le caractère (1) ».

Une des craintes que pourrait inspirer le sursis subordonné à la condition de l'engagement, ce serait qu'il ne restreigne le champ d'application du sursis pur et simple. Mais où serait le mal. Aujourd'hui le sursis est devenu en quelque sorte un palliatif de la loi militaire, et son principal inconvénient est que s'il permet l'engagement il n'y contraint pas. Sans doute les sociétés de patronage en font engager un grand nombre, mais beaucoup échappent malheureusement à leur influence.

Quant aux difficultés pratiques du sursis conditionnel, elles ne sont pas insurmontables. Le seul inconvénient du système serait le mauvais vouloir du recrutement ; si celui-ci en effet les refuse que peut-on en faire. Aussi peut-on regretter que le rôle du juge ne soit pas plus étendu et qu'il ne puisse imposer au prévenu n'ayant pas accompli son service

(1) B. S. G. P., décembre 1893, p. 1208.

militaire, qui semble digne d'intérêt, telle condition qui lui semblera conforme à sa situation (1).

Aujourd'hui, ce qu'il faudrait en cette matière, ce serait pour les condamnés intéressants — par là il faut entendre ceux condamnés dans les limites de l'art. 5 paragraphe 2 de la loi de 1889 — l'application pure et simple du sursis. Pour les douteux, le sursis subordonné à l'engagement dans l'armée régulière, dans l'armée coloniale le plus possible surtout aujourd'hui où le projet de création d'une armée coloniale semble renaître. On aurait ainsi avec ce sursis conditionnel un criterium excellent pour reconnaître les bons des mauvais (2). Quant à ceux qu'on ne jugerait dignes ni du sursis pur et simple ni du sursis conditionnel on les enverrait aux bataillons d'Afrique qui resteraient ce qu'ils sont : des dépôts de condamnés.

Quant à la dernière proposition de M. Léveillé qui concerne la conversion du temps de prison en un temps beaucoup plus long d'engagement mili-

(1) B. S. G. P., 1897, p. 506. « Il faudrait pouvoir admettre que le juge quand il prononce le sursis pur et simple, du moment qu'il s'agit d'une liberté conditionnelle, eût le droit d'imposer certaines mesures de préservation à celui au profit de qui cette mesure est prononcée ».

(2) B. S. G. P. 1897, p. 507. « Pour ceux qui auront gardé le sentiment de leur dignité personnelle, et c'est à cela qu'on reconnaîtra les bons, ils accepteront tout plutôt que la prison, et cependant, ils n'accepteraient pas l'échange avec les bataillons d'Afrique et c'est à peu près la même chose ».

taire dans des corps spéciaux, nous serions partisans de l'idée mère du système à savoir qu'il faut éviter le plus possible la prison qui abêtit l'homme et le corrompt, mais nous verrions avec peine ces condamnés enrégimentés dans des corps qui équivaldraient à des bataillons d'Afrique (1) ; ce que nous voudrions ce serait une transportation spéciale aux

(1) Voici le projet de M. Lévêillé. B. S. G. P. 1896, p. 1217 :

ART 1. — Les juges en prononçant un emprisonnement n'excédant pas 2 ans contre un français qui n'aurait point encore été condamné, à cette peine ou à une peine plus grave, pourront ordonner qu'il sera sursis à l'exécution de cet emprisonnement si le condamné s'enrôle immédiatement pour une durée de trois ans (1) dans un corps spécial destiné à être employé hors du territoire continental de la France et soumis aux lois militaires.

ART. 2. — Le Français qui sera condamné à un emprisonnement n'excédant pas deux ans, sans obtenir le sursis prévu à l'art. précédent pourra être autorisé, s'il n'avait pas encouru antérieurement l'emprisonnement correctionnel ou une peine plus grave à s'enrôler dans un des corps spéciaux soumis aux lois militaires et destinés à être employés hors du territoire continental de la France.

L'enrôlement se fera pour une durée de cinq (2) ou de six (3) ans suivant que l'emprisonnement aura été prononcé pour moins d'un an ou pour un an au moins et deux ans au plus.

ART. 3. — Dans les cas prévus aux deux articles qui précèdent, le français qui sera à raison de son âge ou de quelque défaut physique déclaré incapable de service pourra s'il est âgé de 16 ans au moins et de 45 ans au plus s'enrôler pour la durée prescrite aux deux articles susdits dans un des corps

(1-2-3) Ces trois chiffres sur lesquels on peut longuement discuter, sont laissés en suspens par l'auteur qui se déclare prêt à les modifier.

condamnés correctionnels avec reclassement progressif et moyen final de vivre dans un pays neuf.

spéciaux d'ouvriers, destinés à être employés hors du territoire continental de la France et soumis aux lois militaires.

ART. 4. — A l'expiration de son service, si le condamné obtient au corps spécial un certificat de bonne conduite, il sera en tant que besoin réhabilité de plein droit et il ne sera fait mention ni à son livret, ni aux expéditions de son casier judiciaire de la peine d'emprisonnement prononcée contre lui

ART. 5. — Des règlements d'administration publique détermineront : les bases de la répartition des condamnés entre les divers corps spéciaux d'après la situation pénale et d'après les aptitudes physiques des condamnés ;

Les conditions dans lesquelles les hommes seront affectés à des travaux ou à des expéditions armées ;

Les aggravations de peine qui les atteindront au cas d'un nouveau délit ;

Les moyens d'émulation et relèvement et notamment les concessions de terre qui pourront être assignées hors du territoire continental de la France soit à titre collectif, soit à titre individuel aux condamnés qui le mériteront.

ART. 6. — Un règlement d'administration publique déterminera également les avantages spéciaux qui seront accordés aux officiers des corps spéciaux.

ART. 7. — Les soldats qui font actuellement partie des bataillons d'Afrique seront à nouveau répartis entre les corps spéciaux dès que ceux-ci auront été réorganisés.

Vu :

Le Président de la Thèse,

SALEILLES.

Vu : Le Doyen,

GLASSON.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Introduction.....	5-9

CHAPITRE I

Généralités sur les projets parlementaires ayant trait à la justice militaire	11
Projets de M. de Grandmaison et projet de M. Julien Goujon	13
De la justice militaire avant 1857.....	15
Code de justice militaire de 1857 — son caractère.....	19
Lois sur le recrutement antérieures à notre loi du 15 juillet 1889 et admettant le remplacement (an VII, 1818, 1832, 1855, 1868).....	23
Composition et caractère de l'armée à l'époque du rem- placement et aujourd'hui.....	25

CHAPITRE II

Loi du 26 mars 1891	30
Art. 7 de ladite loi et les circonstances qui ont présidé à sa naissance.....	32
Les conseils de guerre n'ont pas le droit de prononcer le bénéfice de sursis. Les raisons invoquées. Ca- ractère disciplinaire de la peine militaire. La doc- trine à cet égard.....	37
Les tribunaux civils ont-ils le droit de prononcer le sursis lorsqu'ils jugent un militaire (art. 57, 273, 76, code de justice milit.). La doctrine.....	39
La jurisprudence. (Arrêt de la Cour de Cassation, 13 avril 1894. Cour d'appel, Besançon, 10 juin 1891. Cour d'appel de Rouen, 25 avril 1895).....	43

CHAPITRE III

Situation actuelle des militaires vis-à-vis de la loi Bé- renger. — Raisons invoquées pour et contre cette solution.....	53
Projet de M. de Grandmaison.....	55
Rapport de M. Bompard sur la dite proposition	60
Proposition de M. de Grandmaison telle qu'elle est sortie des mains de la commission de l'armée.....	63
Proposition de M. J. Goujon.....	67
Utilité pratique que présenterait l'application du sursis aux militaires. Exemple.....	68

Essais pratiques du sursis faits par quelques officiers généraux.....	69
Les différents projets parlementaires et ouvrages concernant la justice militaire en ce qui a trait à la loi du 26 mars 1891.....	73

CONCLUSION

Solution qui paraît réclamée par l'opinion en ce qui concerne la loi du 26 mars 1891 et ses rapports avec les militaires.....	77
Mouvement général qui se dessine à l'heure actuelle à propos de la réorganisation de la justice militaire — Différents remèdes proposés. — Projet de résolution tendant à la réorganisation de la justice militaire en temps de paix présenté par M. Mirman	81
Législation comparée.....	85

SECONDE PARTIE

CHAPITRE I

Situation des mineurs condamnés au point de vue du service militaire.....	105
Loi du 15 juillet 1889 (art. 5 et 59).....	108

Loi du 26 mars 1891. — Son esprit.....	110
Précédents de la loi du 15 juillet 1889. (Sénat, séance du 26 avril 1888).....	113
Composition des Bataillons d'Infanterie légère d'Afrique avant et après 1889.....	117
Ne conviendrait-il pas de reculer la minorité pénale jusqu'à 18 ans. — Congrès pénitentiaire de Paris. — Congrès de Saint-Pétersbourg.....	118

CHAPITRE II

A quelle catégorie d'individus s'applique la loi du 26 mars 1891.....	123
Son art. 2. — L'interprétation qui lui fut donnée. — Conséquences qui en résultèrent.....	124
Inconvénients de l'envoi aux Bataillons d'Afrique pour les jeunes condamnés en général.....	125
Lettre de M. Béranger au président de la commission de l'armée coloniale.....	127
Intervention de M. Béranger en faveur des jeunes condamnés correctionnels à la séance du 12 avril 1892.....	128
Projet voté par le Sénat le 13 juillet 1893.....	129
Vœux du Conseil général et du Conseil municipal de Paris.....	129
Vœu de la Société générale des prisons, 1892.....	131
Projet de M. Dussaussoy.....	133
Loi du 1 ^{er} mai 1897.....	135

CHAPITRE III

Importance que présente l'engagement militaire au point de vue du reclassement des jeunes gens condamnés.....	139
Discours prononcé par M. Voisin.....	140
Intérêt qu'il y a pour le jeune homme qui n'a pas accompli son service militaire à ne pas avoir de casier judiciaire. Comment y arriver ?	141
Statistiques de la Société de protection des engagés volontaires	143
Propositions de M. Léveillé sur l'engagement des condamnés correctionnels.....	145
Sursis conditionnel.....	147

